



# Assemblée générale

Distr. générale  
12 juin 2008  
Français  
Original : anglais

---

## Soixante-deuxième session

Point 64 a) de l'ordre du jour

### **Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique : progrès accomplis dans la mise en œuvre et appui international**

#### **Lettre datée du 6 juin 2008, adressée au Président de l'Assemblée générale par le Représentant permanent du Japon auprès de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint les textes issus de la quatrième Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique, qui s'est tenue à Yokohama (Japon) du 28 au 30 mai 2008, et qui a réaffirmé combien il était nécessaire que l'Afrique prenne l'entière direction de son développement et que, dans le cadre de celui-ci, s'établisse un partenariat véritable avec la communauté internationale (voir annexe).

La Conférence a été organisée conjointement par le Gouvernement japonais, l'Organisation des Nations Unies, le Programme des Nations Unies pour le développement et la Banque mondiale.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de l'Assemblée générale au titre du point 64 a) de son ordre du jour.

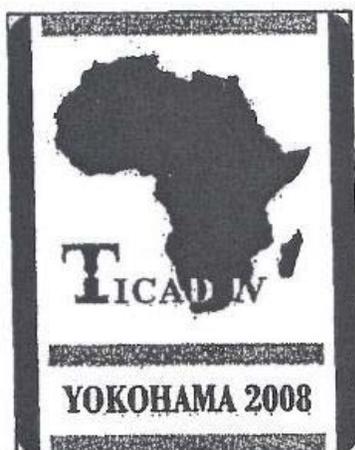
Le Représentant permanent du Japon  
auprès de l'Organisation des Nations Unies  
(*Signé*) Yukio **Takasu**



**Annexe à la lettre datée du 6 juin 2008 adressée au Président  
de l'Assemblée générale par le Représentant permanent  
du Japon auprès de l'Organisation des Nations Unies**

**Textes issus de la quatrième Conférence internationale de Tokyo  
sur le développement de l'Afrique (TICAD IV)**

1. Déclaration de Yokohama
2. TICAD IV – Plan d'action de Yokohama et appendice
3. Mécanisme de suivi de la TICAD



30 mai 2008

Le 30 mai 2008

## **Déclaration de Yokohama**

### **Pour une Afrique dynamique**

#### **1. Introduction**

1.1 Les chefs d'État et de gouvernement, les délégations du Japon et de 51 pays africains, les représentants de 34 autres pays et de 75 organisations régionales et internationales et ceux du secteur privé d'établissements universitaires et d'organisations de la société civile d'Afrique et d'Asie se sont rencontrés à Yokohama du 28 au 30 mai 2008 lors de la quatrième Conférence internationale de Tokyo pour le développement de l'Afrique (TICAD IV).

1.2 La Conférence s'est tenue avec en toile de fond une Afrique en mutation rapide, déterminée à assumer ses responsabilités en prenant l'entière direction de sa propre destinée et de plus en plus confiante et capable de façonner son propre destin.

1.3 Les participants à la Conférence ont reconnu que, dès son lancement en 1993, le processus de la TICAD, au centre duquel se situe le Japon et les autres coorganisateur, à savoir les Nations Unies, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et la Banque mondiale, a joué un rôle significatif, et ont souligné l'importance pour l'Afrique de prendre l'entière direction de son programme de développement et d'établir un partenariat véritable avec la communauté internationale pour mettre en œuvre ledit programme. À cet égard, le processus de la TICAD a servi de pont entre l'Afrique et le Japon ainsi qu'avec le continent asiatique dans son ensemble; il a également constitué un forum grâce auquel l'expérience de l'Asie en matière de développement pourra bénéficier à l'Afrique. Il ne fait pas de doute que des relations encore plus étroites entre l'Afrique et le continent asiatique dans son ensemble, fondées sur des préoccupations partagées et des intérêts stratégiques communs, sont d'une importance cruciale pour promouvoir le développement et la stabilité à l'échelle planétaire.

1.4 Les participants ont également estimé nécessaire pour de nombreux partenaires du développement de l'Afrique, travaillant de concert avec les gouvernements africains, l'Union africaine et ses institutions et programmes, dont en particulier le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), de s'efforcer d'obtenir activement une plus grande synergie et une coordination plus efficace entre et parmi les initiatives de soutien présentes et à venir pour le développement du continent africain.

#### **2. Tendances récentes et défis**

2.1 Les participants ont souligné les tendances positives qui ne cessent d'émerger à travers le continent depuis la tenue de la TICAD III en 2003. Une stabilité politique accrue et une meilleure gouvernance, soutenues par une croissance économique forte et des investissements directs étrangers en constante augmentation – venant, pour l'essentiel, d'Asie – ont contribué à une nouvelle prise de conscience des

perspectives multiples qui s'offrent au continent dans les domaines du commerce, des investissements et du tourisme. Ces perspectives sans précédent pour l'Afrique sont porteuses de croissance économique réelle et durable et, partant, sont susceptibles de contribuer de manière significative à la réduction de la pauvreté et à une authentique et véritable amélioration de la qualité de vie et de l'autonomie des populations partout sur le continent.

2.2 À cet égard, les participants se sont félicités de la naissance en 2001 du NEPAD, de la transformation en 2002 de l'Organisation de l'unité africaine en Union africaine (UA) et de l'efficacité croissante des Communautés économiques régionales d'Afrique (CER), ce qui confirme encore plus la détermination de l'Afrique et sa capacité renforcée de diriger pleinement son propre développement. À ce propos, ils ont aussi salué le renforcement de la coopération entre l'UA et la TICAD, comme l'illustre la résolution adoptée à la dixième session ordinaire de l'Assemblée de l'UA tenue à Addis-Abeba du 31 janvier au 2 février 2008.

2.3 Les participants ont également noté que l'Assemblée de l'UA a préconisé des mesures immédiates afin d'accélérer l'industrialisation de l'Afrique – ce qui constitue une orientation totalement nouvelle par rapport à la dépendance aux produits primaires – et la mise sur pied d'industries établies en Afrique, susceptibles de transformer et d'apporter une valeur ajoutée aux produits locaux.

2.4 Ils ont noté les efforts vigoureux réalisés par les pays africains eux-mêmes pour améliorer la gouvernance dans tout le continent, y compris les travaux actuellement en cours du Mécanisme africain d'évaluation par les pairs (MAEP).

2.5 Les participants ont relevé que malgré ces orientations très encourageantes, les États africains continuent d'être confrontés à de très sérieux problèmes et qu'accomplir les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) est une tâche difficile. Les problèmes les plus immédiats sont la pauvreté et le chômage, encore très répandus dans les régions rurales et urbaines, qui sont liés à une croissance démographique rapide. Les autres problèmes importants sont la faible productivité agricole, la faiblesse des infrastructures agricoles médiocres et les effets de plus en plus sévères des changements climatiques; les faibles taux d'industrialisation ainsi que la production et la distribution d'énergie électrique inadéquates à travers le continent; le fléau du VIH/sida, de la tuberculose, du paludisme et des autres maladies infectieuses qui continuent à faire des ravages dans une grande partie du continent; l'accès inégal à l'éducation à tous les niveaux et son corollaire, l'absence d'infrastructures pédagogiques appropriées, en Afrique subsaharienne en particulier. Ces problèmes ont accentué les besoins spécifiques des pays les moins avancés et des pays enclavés, ainsi que ceux des pays insulaires en voie de développement. Les participants ont également mis un accent particulier sur le problème de la flambée des prix des produits alimentaires et son impact négatif sur la réduction de la pauvreté en Afrique.

2.6 Les participants ont reconnu que les gouvernements africains ont, certes, la responsabilité première du bien-être économique et social de leurs populations respectives, mais la communauté internationale, et en particulier les partenaires de développement de l'Afrique, a également un rôle crucial à jouer dans l'appui qu'il convient d'apporter aux efforts que déploie le continent pour résoudre ces problèmes.

2.7 Ainsi, les participants ont mis en exergue l'importance du respect par les pays du G-8 de leur engagement à soutenir le développement de l'Afrique; ils ont de même souligné la nécessité pour tous les partenaires de développement de l'Afrique, y compris les partenaires de développement émergents, d'œuvrer à une plus grande coordination et à un renforcement de l'ensemble du partenariat international avec l'Afrique afin de favoriser une plus grande concentration des actions, d'éviter les doubles emplois et de prévenir le gaspillage de ressources limitées.

2.8 Tenant compte de ces évolutions très positives enregistrées en Afrique et en ayant à l'esprit les perspectives tracées par le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique, tout en restant conscients des énormes défis auxquels restent confrontés les États africains sur la voie de leur développement, les participants se sont engagés à œuvrer ensemble dans les domaines prioritaires suivants, spécifiques mais étroitement liés :

- Accélérer la croissance économique;
- Accomplir les objectifs du Millénaire pour le développement;
- S'attaquer aux problèmes de l'environnement et du changement climatique.

### **3. Accélérer la croissance économique**

#### **Établir un véritable partenariat pour une Afrique dynamique et prospère**

3.1 Les participants ont affirmé qu'il était essentiel d'accélérer la croissance et la diversification économiques à grande échelle et ont pris note de l'énorme potentiel de ressources naturelles du continent qui, dans une large mesure, n'est pas encore exploitée comme il se doit.

#### **Valorisation des ressources humaines**

3.2 Les participants ont noté les énormes défis auxquels les pays africains sont confrontés dans le domaine de la valorisation des ressources humaines, notamment dans les secteurs scientifique et technologique. Ils ont, à cet égard, pris note des contributions significatives qu'apportent le Japon et d'autres pays donateurs et ont reconnu le potentiel d'expansion considérable caractérisant ce secteur crucial de la coopération au développement.

#### **Développement industriel accéléré**

3.3 Les participants ont également rappelé les conclusions de la dixième session ordinaire de l'Assemblée de l'Union africaine ayant trait à la nécessité urgente d'accélérer le développement industriel de l'Afrique.

#### **Infrastructures**

3.4 Les participants ont souligné qu'il était essentiel de se concentrer sur le développement d'infrastructures de dimension régionale.

#### **Développement agricole et rural**

3.5 Les participants ont souligné le rôle de l'agriculture comme élément majeur de l'activité économique à travers le continent et la nécessité d'élever d'urgence

considérablement le niveau actuel de la productivité agricole et de renforcer ce secteur vital, y compris par l'approvisionnement et la gestion des ressources en eau. Des réformes agricoles et rurales dans le cadre du Programme intégré pour le développement de l'agriculture en Afrique (CAADP) sont un moyen efficace concourant à la sécurité alimentaire et à la réduction de la pauvreté et un puissant moteur de croissance économique. À cet égard, il est important d'offrir une assistance aux entrepreneurs ruraux et aux industries locales.

### **Commerce et investissement**

3.6 Les participants ont noté que, bien que les volumes actuels du commerce international et des investissements avec l'Afrique, y compris entre l'Afrique et le Japon, ainsi que les autres pays d'Asie sont en hausse, la part de l'Afrique dans le commerce international et les flux d'investissements demeurent encore insignifiants. Par conséquent, il est nécessaire d'entreprendre une action concertée en vue d'une conclusion rapide, juste et équilibrée des négociations de l'OMC lors du Programme de Doha sur le développement. Ils ont aussi reconnu l'importance de l'initiative « Aide pour le commerce ».

### **Promotion du tourisme**

3.7 Les participants ont souligné que l'Afrique possède un potentiel considérable dans ce secteur et que le tourisme peut influencer positivement sur d'autres secteurs d'activités et sur l'image de l'Afrique. Ils ont réitéré l'importance pour les pays africains de coopérer plus étroitement dans ce domaine et, à cet égard, ont reconnu la nécessité de partager les expériences et les connaissances et de promouvoir des programmes de coopération technique. L'importance spécifique de l'écotourisme a été également mise en exergue.

### **Rôle du secteur privé**

3.8 Les participants ont également pris note du rôle important du secteur privé – tant national qu'international – dans la promotion et le financement de la croissance économique durable en Afrique, surtout eu égard à la mise en valeur effective des ressources naturelles du continent, et le développement dans les secteurs industriel, de l'énergie, minier, agricole, financier et des services, sans oublier la valorisation et la gestion des importantes ressources humaines de l'Afrique.

3.9 Dans cet ordre d'idées, et vu les progrès accomplis pour améliorer l'environnement global des activités commerciales à travers le continent, les participants se sont réjouis de l'intérêt croissant et des activités effectives entreprises par le secteur privé du Japon et des autres pays asiatiques. Ils ont aussi salué les initiatives du Japon visant à renforcer les partenariats public-privé par la promotion du commerce et des investissements en Afrique.

#### 4. Réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD)

##### La dimension sociale et économique de la « sécurité humaine »

4.1 Les participants ont noté qu'il fallait donner une plus grande impulsion à l'action menée pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement d'ici à 2015. Ils ont par ailleurs reconnu le lien qui existe entre les OMD et la nécessité urgente de promouvoir une approche plus globale en vue de leur réalisation.

4.2 À cet égard, les participants ont apprécié le fait de mettre l'accent et de promouvoir le concept de « sécurité humaine » qui met en relief la nécessité de vivre à l'abri de la peur et du besoin et souligné l'importance de la protection et l'autonomisation des individus et des communautés.

##### 4.3 Développement des communautés : Bâtir des communautés saines et sûres

- Les participants ont estimé que le renforcement d'une approche globale et basée sur la communauté permettrait de réaliser les OMD. Cette approche englobe le développement des ressources humaines, la création d'emplois décents, en particulier pour la jeunesse, la production de revenus, l'extension de l'accès aux soins primaires et l'éducation de base, ainsi que le développement agricole et rural, y compris par le biais de la promotion du mouvement « Un village, un produit » (UVOP).

##### 4.4 Éducation : Parvenir à une éducation qui ouvre de nouvelles perspectives

- Les participants ont souligné le besoin fondamental de l'amélioration de la qualité de l'éducation et de l'extension de l'accès à l'enseignement pour tous les Africains, notamment les jeunes, et de la promotion de l'éducation liée à la croissance et à l'autosuffisance, y compris la formation technique, professionnelle et scientifique et l'enseignement supérieur, tout en veillant à adopter une démarche plurisectorielle.

##### 4.5 Santé : Veiller à la santé publique et à l'assainissement

- Outre les efforts visant à lutter contre les pandémies du VIH/sida, de la tuberculose, du paludisme, de la poliomyélite et des autres maladies infectieuses, les participants ont souligné l'importance de renforcer les systèmes sanitaires afin de relever efficacement les défis majeurs de la santé, y compris la santé maternelle, néonatale et infantile. À cet égard, les participants ont mis en valeur l'importance de la valorisation des ressources humaines des personnels de santé et ont exprimé les préoccupations concernant le départ à l'étranger de nombreux professionnels de la santé.
- Ils ont chaleureusement accueilli la création du prix Hideyo Noguchi pour l'Afrique, le premier du genre.

##### 4.6 Égalité des sexes et autonomisation des femmes

En reconnaissant le rôle significatif que jouent les femmes dans le domaine du développement et de la consolidation de la paix, les participants ont souligné une fois de plus l'importance de la promotion et de la protection des droits humains et de l'autonomisation des femmes. Ils ont souligné la nécessité de s'attaquer aux problèmes tels que les disparités dans l'enseignement, la violence contre les femmes

et la participation encore insuffisante des femmes dans toutes les instances de prise de décisions, tout en tenant compte des diversités culturelles des différents pays.

## **5. Consolidation de la paix et bonne gouvernance**

### **La dimension politique de la « sécurité humaine »**

5.1 Les participants ont réitéré que le développement et la paix étaient indissociables. Ils ont fait remarquer les progrès significatifs accomplis à travers le continent et insisté sur le fait que, pour donner à l'Afrique le dynamisme dont elle a besoin, il faut que les dividendes de la paix bénéficient à l'ensemble du continent.

5.2 Les participants ont également rappelé le fait que les pays sortant d'un conflit doivent pouvoir bénéficier d'une assistance particulière pour s'engager dans le processus de reconstruction et de développement durable afin de pouvoir bénéficier des fruits de la prospérité. À cet effet, des efforts continus en faveur de la reconstruction de la paix incluant la prévention des conflits, des mesures d'alerte précoce, de résolution des conflits et de prévention de leur reprise, sont cruciaux pour promouvoir une paix durable sur le continent. Afin de rendre durable la paix déjà acquise par ces processus, il faut résolument encourager une démocratie, le dialogue permanent et participatif et une gouvernance renforcée. En outre, il est essentiel d'établir une transition souple entre ces différentes phases et une coordination de l'assistance dans le domaine de la consolidation de la paix et les autres domaines du développement.

5.3 Les participants ont mis l'accent sur l'importance pour l'Afrique de prendre la direction du processus de consolidation de la paix et ont salué les initiatives prises sous l'égide de l'UA/NEPAD, telles que l'Architecture de paix et de sécurité en Afrique (APSA) et le Mécanisme africain d'évaluation par les pairs (MAEP) afin d'améliorer la gouvernance. Ils ont également salué la bonne volonté des partenaires de développement, notamment dans le renforcement des capacités de maintien de la paix en Afrique. Ils ont également appelé l'attention sur le rôle significatif des Nations Unies et de ses organismes, y compris le Conseil de sécurité et la Commission de la consolidation de la paix, ainsi que l'UA, les organisations sous-régionales africaines et les pays africains eux-mêmes, aux opérations de maintien de la paix. Ils se sont également félicités des efforts de médiation entrepris par les pays africains pour la résolution pacifique des conflits armés en Afrique et pour la réconciliation.

5.4 À cet égard, les participants ont souligné l'importance d'une réforme accélérée des principaux organes du système des Nations Unies, y compris le Conseil de sécurité, afin de mieux faire face aux exigences de l'environnement au XXI<sup>e</sup> siècle. Ils ont réitéré que les pays membres doivent déployer des efforts en vue d'une réforme du Conseil de sécurité au cours de la présente session de l'Assemblée générale des Nations Unies.

## 6. S'attaquer aux problèmes de l'environnement et des changements climatiques

### Établir le Partenariat « Cool Earth »

#### 6.1 Changements climatiques :

- Les participants ont relevé que les pays africains, qui sont les moins pollueurs et disposent du bassin du Congo, deuxième plus grand poumon écologique de la planète, ont été en général extrêmement vulnérables aux effets des changements climatiques, y compris ceux liés à la dégradation de l'environnement, à la déforestation, à la perte de biodiversité, aux sécheresses, ainsi qu'à la désertification, autant de facteurs qui menacent davantage la sécurité alimentaire et la santé humaine, ainsi que l'accroissement plus fréquent des variations climatiques extrêmes. Ces pays ne disposent pas des capacités individuelles et collectives pour répondre à ces cataclysmes et en atténuer les effets.
- Reconnaissant la nécessité de soutenir l'Afrique en renforçant les initiatives de protection environnementale et saluant les initiatives lancées par les Africains eux-mêmes, y compris la Conférence sur la solidarité internationale pour une stratégie face aux changements climatiques dans les régions africaine et méditerranéenne, tenue en Tunisie en novembre 2007. Les pays africains ont apprécié le Partenariat « Cool Earth » lancé par le Japon, et reconnu les efforts de ce pays dans la recherche d'un nouveau cadre international allant au-delà des mesures initiales prévues dans le Protocole de Kyoto sur les émissions de gaz à effet de serre.
- À cet égard, les participants se sont félicités de l'annonce par le Gouvernement japonais, en janvier 2008, de son intention d'établir le Partenariat « Cool Earth », assorti d'un mécanisme de financement de 10 milliards de dollars, sur la base des consultations politiques entre le Japon et les pays en développement – y compris les pays africains – pour prendre les mesures nécessaires afin de faire face aux effets des changements climatiques et moderniser leurs industries au moyen du transfert de technologies favorisant l'efficacité énergétique et la protection de l'environnement.

#### 6.2 Eau : Garantir l'accès à l'eau et à l'assainissement

- Les participants ont reconnu l'importance de l'eau en tant que ressource indispensable pour faire face aux besoins de développement, tels que la santé, la production agricole/alimentaire, la réduction des risques de catastrophes, ainsi que la paix et la sécurité. Ils ont également souligné qu'il était essentiel de promouvoir une utilisation durable des ressources en eau.

#### 6.3 Éducation pour un développement durable (EDD)

- Les participants ont souligné l'importance de l'initiative sur l'Éducation pour un développement durable (EDD) et sa promotion afin de résoudre les questions environnementales d'une façon efficace.

## **7. Un partenariat élargi**

### **La TICAD dans le contexte d'un Partenariat mondial élargi pour une Afrique dynamique**

7.1 Les participants ont souligné que, depuis sa création en 1993, le processus de la TICAD a renforcé les concepts jumeaux de maîtrise par l'Afrique de son développement et de partenariat et qu'il a contribué d'une manière significative au développement de l'Afrique en général.

7.2 Ils ont mis en relief l'importance d'une coopération Sud-Sud renforcée dans le contexte de la TICAD et les résultats positifs des efforts entrepris sous l'égide de la TICAD afin de promouvoir les flux d'échanges et d'investissements entre l'Asie et l'Afrique ainsi que le commerce intra-africain.

7.3 Ils ont également souligné l'engagement actif des organisations de la société civile japonaises, africaines et internationales dans le processus de la TICAD et l'importance d'élargir davantage le partenariat actuel de la TICAD basé sur une approche participative pour réaliser une plus grande synergie et une plus grande coordination entre les initiatives existantes, afin d'améliorer la cohérence, la convergence et l'efficacité du partenariat global pour le développement en faveur d'une Afrique dynamique.

## **8. Perspectives**

8.1 Les participants se sont félicités de l'attachement continu des partenaires de développement, y compris le Gouvernement japonais, des autres coorganisateur de la TICAD et de la communauté internationale, à la promotion du développement de l'Afrique et, en particulier, leur soutien au processus de la TICAD.

8.2 Ils ont chaleureusement accueilli les progrès réalisés jusqu'ici dans le cadre de la TICAD et se sont félicités de ce que les documents issus de la Conférence aient privilégié l'action et que cela soit reflété dans cette déclaration ainsi que dans le plan d'action qui l'accompagne.

8.3 Les participants ont salué l'établissement d'un mécanisme de suivi de la TICAD pour évaluer en continu et analyser l'accomplissement du processus de la TICAD dans son ensemble ainsi que l'évaluation de son impact sur le développement de l'Afrique dans les différents secteurs d'activité.

8.4 Ils ont fait remarquer que la réalisation dans les délais des objectifs transversaux en matière de développement accéléré et durable de l'Afrique exigeait des engagements de la communauté internationale dans son ensemble, ainsi que les connaissances et les ressources de tous les partenaires de développement de l'Afrique, qui doivent être mobilisés d'une manière plus unifiée et synergique.

8.5 Les participants ont salué l'engagement du Japon, en tant que Président du G-8, de faire refléter les résultats de la TICAD IV dans les discussions de juillet 2008 lors du Sommet de Hokkaido-Toyako et de solliciter activement l'appui du G-8 au développement de l'Afrique. (fin)

**TICAD IV**

**Plan d'action de Yokohama**

**30 mai 2008**

---

## Table des matières

	<i>Page</i>
Préambule .....	13
Accélérer la croissance économique .....	13
Infrastructures .....	14
Commerce, investissements et tourisme .....	15
Agriculture et développement rural .....	17
Atteindre les OMD .....	18
Développement des communautés .....	19
Éducation .....	20
Santé .....	22
Consolidation de la paix et bonne gouvernance .....	24
S'attaquer aux questions de l'environnement et des changements climatiques .....	25
Partenariat élargi .....	28
Appendice .....	30

## Préambule

1. Le présent plan d'action, établi au titre de la « Déclaration de Yokohama », est conçu afin de fournir un carnet de route en vue d'appuyer la croissance et le développement de l'Afrique dans le processus de la TICAD (Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique).

2. Avec une croissance économique solide de plus de 5 % par an et une meilleure stabilité politique, l'Afrique est sur le chemin d'une croissance et d'un développement de grande ampleur qui l'aideront à devenir un « continent d'espoir et d'opportunités ».

3. Le processus de la TICAD cherche à soutenir cet objectif en mobilisant les connaissances et les ressources en vue d'aider les pays africains à atteindre des objectifs de développement clairs et à obtenir des résultats tangibles. Depuis son lancement, la TICAD s'est basée sur les principes de la maîtrise du développement par les pays africains, du partenariat et de l'élargissement de la coopération Sud-Sud.

4. Le présent plan d'action présente des objectifs qui devront être atteints et les mesures spécifiques qui seront mises en œuvre par le processus de la TICAD durant les cinq prochaines années afin de mener plus loin les trois priorités de la TICAD, à savoir : accélérer la croissance économique, assurer la sécurité humaine (y compris la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) et la consolidation de la paix et la bonne gouvernance) et s'attaquer aux questions de l'environnement et des changements climatiques dans le cadre d'un partenariat élargi. Les progrès seront évalués à travers le mécanisme du suivi de la TICAD.

5. Le Gouvernement japonais, qui est au centre du processus de la TICAD, a pris l'initiative de montrer ses engagements en annonçant le doublement avant 2012 de l'aide publique au développement (APD) à l'Afrique. Cela contribuera à l'exécution efficace de l'assistance de sorte que les buts liés aux priorités susmentionnées pourront être atteints. Le Gouvernement japonais va également s'efforcer de mobiliser tous les instruments qui permettront de doubler l'investissement direct du secteur privé japonais à destination de l'Afrique de 2008 à 2012.

## Accélérer la croissance économique

### Introduction

Le processus de la TICAD favorisera l'émergence d'une « Afrique dynamique », ainsi que la croissance et la diversification économiques par le soutien au développement des infrastructures, au commerce, aux investissements, au tourisme et à l'agriculture. Il cherchera à faire progresser une croissance économique autonome, efficacement reliée à la réduction de la pauvreté et à l'accomplissement des OMD et à encourager toutes les parties prenantes, y compris le secteur privé, à agir de concert pour soutenir les efforts d'ores et déjà mis en œuvre par les pays africains en vue d'étendre et d'accélérer leur croissance à la faveur notamment de la valorisation de leurs ressources humaines.

## Infrastructures

Il est essentiel de développer le réseau des infrastructures afin de promouvoir et de soutenir l'expansion de l'industrie, du commerce, des investissements et de l'agriculture. Durant le sommet du G-8 à Gleneagles, la Commission pour l'Afrique a signalé dans son rapport qu'une aide supplémentaire de 10 milliards de dollars par an était requise pour répondre aux besoins de l'Afrique en matière d'infrastructures d'ici à 2010. Des experts africains élaborent actuellement un plan stratégique à moyen et long termes qui nécessitera à la fois l'élargissement des infrastructures régionales et le renforcement des capacités pour leur maintenance et leur gestion.

### Mesures à prendre durant les cinq prochaines années dans le cadre du processus de la TICAD

Le processus de la TICAD se concentrera sur :

1. Les infrastructures de transport régionales, y compris les routes et les ports;
2. Les infrastructures électriques régionales;
3. Les infrastructures liées à l'eau;
4. Le renforcement de la participation des institutions régionales
5. La promotion du partenariat public-privé dans les infrastructures.

#### 1. *Les infrastructures de transport régionales*

- Fournir une assistance technique et financière pour la planification, la construction et l'amélioration des couloirs de transports régionaux et des ports internationaux.
- Renforcer les capacités de gestion et de maintenance des infrastructures régionales.
- Promouvoir la simplification des procédures de passage des frontières, comme les postes frontière « One Stop » (OSBP).
- Soutenir la coopération technique pour le développement global des communautés et développer les infrastructures.

#### 2. *Les infrastructures électriques régionales*

- Renforcer la coopération afin de fournir une alimentation électrique stable dans l'ensemble de la région et développer les capacités de gestion et de maintenance des réseaux électriques régionaux.

#### 3. *Les infrastructures liées à l'eau*

- Soutenir les initiatives agricoles de développement des ressources en eau afin d'étendre rapidement les superficies irriguées et d'améliorer les autres infrastructures de contrôle et de gestion des eaux.

#### 4. *L'engagement renforcé des institutions régionales*

- Soutenir le renforcement des capacités des communautés économiques régionales (CER) et des banques de développement régional pour mieux

élaborer, financer et exécuter les programmes d'infrastructures et fournir une assistance technique pour la planification des investissements dans les infrastructures régionales.

5. *La promotion des partenariats public-privé dans les infrastructures*

- Promouvoir, soutenir et renforcer les partenariats public-privé dans les infrastructures comme les ports, les voies ferrées et les centrales électriques afin d'offrir plus d'opportunités pour le secteur privé par l'utilisation d'autres apports officiels de ressources.

## **Commerce, investissements et tourisme**

Les gouvernements africains, conscients de l'importance du commerce et des investissements pour assurer une croissance économique durable et réduire la pauvreté, déploient des efforts en vue de promouvoir le commerce et d'attirer les investissements étrangers en s'appuyant sur l'expérience des économies d'Asie. L'Union africaine (UA)/le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) et les communautés économiques régionales (CER) formulent également des politiques commerciales régionales communes, incluant des améliorations des cadres juridiques et réglementaires ainsi que des infrastructures régionales, afin de promouvoir le commerce intra-africain et de faciliter l'intégration de l'Afrique dans l'économie mondiale. Dans ce contexte, le processus de la TICAD cherche à augmenter significativement le commerce et les investissements en Afrique, en collaboration avec le secteur privé.

### **Mesures à prendre durant les cinq prochaines années dans le cadre du processus de la TICAD**

Dans le cadre du processus de la TICAD, on redoublera d'efforts pour :

1. Promouvoir et étendre le commerce;
2. Encourager les investissements étrangers;
3. Appuyer le développement du secteur privé;
4. Promouvoir le tourisme.

1. *Promouvoir et étendre le commerce*

- Encourager l'accès au marché en exonération de taxes et de quotas de tous les produits provenant de l'ensemble des pays africains les moins développés.
- Améliorer « l'aide pour le commerce », afin d'augmenter globalement la compétitivité des pays africains en accélérant l'assistance, y compris « l'Initiative de développement en faveur du commerce » du Japon et en aidant à la conclusion rapide, juste et équilibrée des négociations de l'OMC lors du Programme de Doha pour le développement.
- Favoriser la création de produits et des exportations en Afrique par une promotion accrue de l'initiative « Un village, un produit » (UVUP).
- Augmenter les capacités de gestion des infrastructures par le biais de projets comme les postes frontière « One Stop » (OSBP).

- Fournir une assistance afin d'améliorer les pratiques commerciales et renforcer les capacités d'élaboration d'une politique commerciale et de coordination des pays africains et des CER.

## 2. *Encourager les investissements étrangers*

- Fournir une assistance pour améliorer l'environnement des investissements, notamment les cadres juridiques et réglementaires dans les pays africains.
- Soutenir la mise en place d'une plate-forme d'informations et de consultations sur l'environnement commercial à l'intention des entreprises privées souhaitant pénétrer les marchés africains.
- Utiliser plus efficacement les sources de financements publics comme les crédits à l'investissement, les assurances de commerce et d'investissement pour augmenter le partenariat public-privé (PPP) et favoriser les flux des capitaux privés vers l'Afrique.
- Fournir une assistance pour le renforcement des capacités en vue d'améliorer la gouvernance économique et celle des entreprises.

## 3. *Appuyer le développement du secteur privé*

- Aider les pays africains à planifier et mettre en œuvre des stratégies et des mesures de développement industriel, en tirant parti des expériences de l'Asie.
- Fournir un support technique pour améliorer la productivité, la compétitivité et l'expertise commerciale des industries d'avenir, en tenant compte de l'efficacité des technologies de l'information et de la communication (TIC).
- Étendre l'assistance pour soutenir le développement des petites et moyennes entreprises et des industries locales.
- Collaborer avec les institutions financières internationales et les banques de développement régional afin de renforcer le secteur financier, notamment par le développement des marchés locaux des obligations et de mécanismes de financement en monnaie locale.
- Promouvoir une assistance technique et financière pour promouvoir l'utilisation autonome des ressources énergétiques et minières.

## 4. *Promouvoir le tourisme*

- Encourager et aider les pays africains à résoudre les problèmes de sécurité, de gestion de l'hospitalité, des infrastructures et des contraintes environnementales au développement du tourisme, y compris par le biais de programmes de formation sur le tourisme.
- Soutenir les opérateurs de tourisme pour mieux faire connaître les destinations en Afrique et améliorer les connaissances sur le continent et ce qu'il a à offrir.
- Exploiter la tenue de la Coupe du monde de football en 2010 en Afrique du Sud pour supporter la promotion du tourisme à long terme par le biais de manifestations comme les salons du voyage.

## Agriculture et développement rural

Soixante-dix pour cent des pauvres en Afrique subsaharienne, soit 230 millions d'habitants, vivent dans les régions rurales. L'augmentation de la production vivrière et de la productivité agricole est cruciale pour la sécurité alimentaire, la réduction de la pauvreté et la croissance économique en Afrique. Alors que le secteur agricole peut jouer le rôle de moteur de l'économie africaine, la hausse constante des prix des produits alimentaires, des engrais et des combustibles pèse de plus en plus sur la sécurité alimentaire.

Les pays africains sont conscients de l'importance du secteur agricole pour le développement et mettent en œuvre le Programme intégré pour le développement de l'agriculture en Afrique (CAADP) qui cherche à améliorer la productivité agricole pour atteindre un taux annuel moyen de croissance de 6 % d'ici à 2015. Dans le cadre de ce programme, les pays africains se sont engagés, conformément à la Déclaration de l'Union africaine de Maputo en 2003, à allouer au minimum 10 % de leurs ressources budgétaires nationales à l'agriculture et au développement rural durant les cinq prochaines années.

Le soutien à l'agriculture dans le processus de la TICAD tiendra compte de l'impact environnemental des activités agricoles, ainsi que l'autonomisation des femmes qui jouent un rôle majeur dans l'agriculture, et l'encouragement de la coopération Sud-Sud, notamment à travers la coopération triangulaire.

### Mesures à prendre durant les cinq prochaines années dans le cadre du processus de la TICAD

Le processus de la TICAD cherchera à s'aligner avec le CAADP pour :

1. Renforcer les capacités pour augmenter la production vivrière et la productivité agricole;
2. Améliorer l'accès aux marchés et la compétitivité agricole;
3. Soutenir une gestion durable des ressources en eau et de l'utilisation des terres.

#### 1. *Renforcer les capacités d'augmentation de la production vivrière et la productivité agricole*

- Fournir une assistance pour étendre la recherche agricole, les services de vulgarisation et de conseil, y compris pour l'adaptation aux changements climatiques, le développement de nouvelles variétés de cultures et l'amélioration de la fertilité des sols et des autres technologies agricoles, et augmentation du nombre de professionnels de l'agriculture par l'aide à l'enseignement et à la formation agricoles en tenant compte de l'égalité des sexes.
- Aider les petits cultivateurs et les organisations agricoles à adopter de nouvelles technologies, élargir les terrains agricoles, utiliser des intrants et introduire les machines et les équipements appropriés pour augmenter la productivité.
- Augmenter la production de riz en renforçant les capacités de mise en place de systèmes de gestion systématique des cultures et des nouvelles méthodologies, y compris un usage plus généralisé du Nouveau Riz pour l'Afrique (NERICA,

New Rice for Africa), en vue de doubler la production de riz dans les pays africains en 10 ans.

- Renforcer les réseaux régionaux de la lutte transfrontière contre les parasites des cultures et les maladies animales.

## 2. *Améliorer l'accès aux marchés et la compétitivité agricole*

- Augmenter les investissements dans les infrastructures physiques, comme les routes, les ports et les installations des marchés afin de réduire les coûts du transport, améliorer le ratio prix de détail/prix sortie ferme, réduire le pourcentage des pertes après les récoltes et améliorer celui de la production agricole vendue.
- Fournir une aide technique et financière aux fermiers pour leur permettre d'améliorer la chaîne logistique et de répondre aux normes relatives aux produits agricoles et aux exportations.
- Élargir la fourniture de crédit aux petits cultivateurs, notamment les femmes, pour faciliter leur prise en charge des nouvelles technologies et intrants, et accélérer leur intégration dans la chaîne agro-industrielle.
- Lancer des activités pilotes pour promouvoir la participation des petits fermiers, des associations et des petits commerçants dans les processus d'appel d'offres.

## 3. *Soutenir la gestion durable des ressources en eau et de l'utilisation des terres*

- Soutenir la réforme des droits fonciers et les appliquer pour augmenter le pouvoir de décision des petits cultivateurs sur l'utilisation et la mise à disposition des terrains.
- Promouvoir le développement, la restauration et la maintenance des infrastructures de gestion des ressources en eau pour contribuer aux efforts conjoints en vue d'étendre les superficies irriguées de 20 % en cinq ans.
- Améliorer les capacités de gestion des ressources en eau par de meilleures méthodes de labour, de récolte et de stockage des eaux, l'introduction de nouvelles technologies et le renforcement des capacités des administrations locales et des organisations d'agriculteurs.
- Fournir un financement pour la petite irrigation gérée par les communautés et les programmes de gestion des eaux pour les marchés locaux et les programmes individuels des petits cultivateurs pour les marchés à haute valeur ajoutée.

## **Atteindre les OMD**

### **Introduction**

L'année 2008 est à mi-chemin de l'échéance 2015 relative aux OMD. Il est indispensable de progresser plus rapidement en Afrique car les statistiques indiquent que de nombreux pays de l'Afrique subsaharienne ne pourront pas atteindre ces objectifs et que des problèmes comme les taux élevés de mortalité maternelle et la prévalence du VIH/sida restent encore très graves. Si le développement économique

est nécessaire afin de réduire la pauvreté, il est également essentiel que les fruits de la croissance économique parviennent à tous les membres de la société, y compris les plus défavorisés, et ne profitent pas à une minorité privilégiée.

Afin de promouvoir la réalisation des OMD en Afrique, le processus de la TICAD se concentrera sur la notion de « sécurité humaine », qui vise à construire des sociétés dans lesquelles les peuples sont protégés des menaces envers leurs vies, leurs moyens d'existence et leur dignité et sont en mesure de réaliser la totalité de leur potentiel. En améliorant la « sécurité humaine », l'accent sera notamment mis sur des approches, partant de la base, globales, multisectorielles et participatives, qui encouragent la collaboration entre les gouvernements nationaux et locaux, les organisations internationales, la société civile et les autres intervenants. En tenant dûment compte de l'interaction entre chacun des OMD, le processus de la TICAD se concentrera sur les domaines de la santé et de l'éducation, dans lesquels les retards dans la réalisation des OMD sont les plus manifestes, et encouragera le développement des communautés, l'égalité des sexes et la participation active de la société civile.

## **Développement des communautés**

Le développement et l'autonomisation des communautés sont des éléments essentiels pour une meilleure sécurité humaine, aussi bien dans les zones rurales qu'urbaines. La prise en compte de l'égalité des sexes est, en outre, indispensable car les femmes jouent un rôle important dans le développement des communautés. Une prise en compte culturelle est également essentielle pour assurer un développement communautaire durable. Et une approche basée sur la communauté est indispensable à la consolidation de la paix durant les phases de transition.

Dans la Déclaration sur l'emploi et la lutte contre la pauvreté en Afrique, les membres de l'UA ont reconnu l'importance de répondre de façon cohérente et intégrée aux questions du développement social, de la réduction de la pauvreté et de la création d'emplois, et se sont engagés à donner le pouvoir aux pauvres et aux vulnérables, particulièrement dans les communautés rurales et dans l'économie urbaine non officielle, aux sans-emploi et aux sous-employés.

### **Mesures à prendre durant les cinq prochaines années dans le cadre du processus de la TICAD**

L'appui de la TICAD sera orienté sur :

1. Un développement « glocal » (global et local) des communautés;
2. Une approche basée sur les communautés se basant sur des centres fonctionnels.

#### *1. Un développement « glocal » (global et local) des communautés*

- Appuyer une approche du développement globale basée sur les communautés et s'inspirer d'expériences comme l'Initiative du village africain (IVA) et le Village africain du Millénaire (VAM).

- Fournir une assistance technique et des capacités de marketing et de microfinancement pour la création d’emplois décents, notamment pour les jeunes et la production de revenus en collaborant avec les coopératives.
- Élargir le projet UVUP.

2. *Une approche basée sur les communautés s’appuyant sur des centres fonctionnels*

- Fournir un ensemble de services dans les écoles et les centres d’enseignement des communautés, y compris l’approvisionnement en eau et l’hygiène, les repas scolaires, les premiers secours et les services de référence, d’alphabétisation et d’éducation sur la vie quotidienne, en plus de l’éducation de base.
- Encourager la participation des populations locales dans la gestion des écoles (« L’école pour tous ») afin d’améliorer leur accès à l’éducation et les résultats de l’enseignement, et pour renforcer les liens avec l’économie locale, y compris par des programmes d’alimentation avec les produits du potager.
- Soutenir la gestion des ressources en eau par les comités locaux pour produire les revenus nécessaires aux initiatives dans l’éducation, la santé et l’agriculture.
- Améliorer les centres de santé en tant que dispositifs centraux d’appui et fournir une formation pour les personnels de santé/médicaux.
- Améliorer les établissements humains en établissant des comités de développement des communautés pour améliorer le logement, l’hygiène, l’alimentation en eau et les égouts.

## **Éducation**

Pour parvenir à l’Éducation pour tous (EPT) et réaliser les OMD, les pays africains doivent élaborer des plans globaux dans le secteur de l’éducation et allouer des ressources budgétaires nationales suffisantes pour les accomplir et développer les capacités requises. Le processus de la TICAD apportera non seulement son appui à ces efforts, mais cherchera également à promouvoir l’éducation et le développement des ressources humaines pouvant conduire à une croissance et à un développement socioéconomique durable. En agissant ainsi, les efforts pour atteindre l’équité entre les sexes dans l’éducation et une synergie avec les autres secteurs, dont la santé, l’eau et l’hygiène, doivent également se poursuivre.

« La deuxième décennie de l’éducation pour l’Afrique » (2006-2015), adoptée par l’Union africaine en novembre 2007 a identifié l’égalité des sexes et la culture, les systèmes éducationnels d’information et de gestion, le développement des enseignants, l’éducation et la formation, l’éducation tertiaire, l’éducation et la formation technique et professionnelle, les programmes d’enseignement, les matériels d’enseignement et d’apprentissage et la gestion de qualité comme des domaines prioritaires dans ce secteur. Dans ce contexte, les pays africains ont pour objectif de développer des systèmes d’information de gestion de l’éducation (SIGE), de parvenir à la pleine égalité entre les sexes dans l’éducation primaire et

secondaire, et d'éliminer les disparités entre les sexes dans les filières mathématiques, sciences et technologies dans le cycle tertiaire.

### **Mesures à prendre durant les cinq prochaines années dans le cadre du processus de la TICAD**

Conformément aux engagements et aux actions prises par les pays africains dans le cadre de la TICAD, les efforts des pays africains porteront sur :

1. Enseignement fondamental – élargissement de l'accès et de la qualité;
2. Enseignement postfondamental et supérieur/recherche;
3. Approche multisectorielle;
4. Gestion de l'éducation.

#### *1. Enseignement fondamental – élargissement de l'accès et de la qualité*

- Soutenir la construction et la rénovation des bâtiments et des infrastructures scolaires.
- Fournir une assistance pour la formation et le maintien des enseignants des écoles primaires et secondaires et soutenir la mise en place et l'expansion des systèmes et des mécanismes de formation des enseignants.
- Promouvoir le développement des capacités de l'administration pédagogique locale et de la gestion scolaire basée sur la communauté par le biais du Programme « L'École pour tous ».
- Promouvoir les connaissances et le partage des expériences en Afrique et entre l'Asie et l'Afrique sur des thèmes comme les programmes scolaires soucieux de la diversité culturelle et de l'égalité des sexes, les matériels pédagogiques et les manuels de formation.

#### *2. Enseignement postfondamental et supérieur/recherche*

- Promouvoir le développement des ressources humaines en appui aux secteurs productifs en élargissant les établissements d'enseignement et de formation technique et professionnelle.
- Soutenir les partenariats entre les universités, les établissements d'enseignement supérieur et les instituts de recherche par le biais de recherches conjointes et d'échanges de chercheurs et d'étudiants pour étendre la recherche et les connaissances acquises en sciences et technologies.
- Promouvoir les dialogues intergouvernementaux à haut niveau pour consolider la coopération en matière de science et de technologie.

#### *3. Approche multisectorielle*

- Établir un environnement scolaire convivial pour les enfants en mettant en place des systèmes d'approvisionnement en eau potable et des installations sanitaires, avec des toilettes séparées pour les garçons et les filles, des cantines ou des repas scolaires (ration à emporter chez soi) et des services de premiers secours et de référence.

- Augmenter l'éducation sur la vie quotidienne, y compris sur la prévention du VIH/sida et améliorer les comportements en matière d'hygiène.

#### 4. *Gestion de l'éducation*

- Soutenir les efforts pour une meilleure gestion de l'éducation, y compris la collecte et l'analyse des informations et données pour comprendre et répondre aux besoins éducatifs.

## Santé

L'Afrique, en particulier l'Afrique subsaharienne, affronte de nombreux défis tels que la prévalence des maladies infectieuses comme le VIH/sida, la tuberculose (TB), le paludisme et la polio, ainsi qu'un taux élevé de mortalité infantile et maternelle. En outre, les menaces nouvelles dues aux changements climatiques et à la crise alimentaire mondiale constituent des défis à relever pour parvenir à un certain nombre d'objectifs en matière de santé, de contrôle des maladies infectieuses et d'allègement du fléau de la malnutrition. Ces défis pèsent considérablement sur le développement socioéconomique et il est nécessaire d'élaborer une approche globale et multisectorielle tenant compte, entre autres, de l'eau potable et de l'hygiène, de la nutrition, de l'éducation de base et de l'égalité des sexes.

Dans ce contexte, la Réunion des ministres de la santé de l'UA, qui a eu lieu en avril 2007, a adopté une « Stratégie de santé pour l'Afrique » afin de promouvoir le renforcement de l'ensemble des systèmes de santé en Afrique. L'UA a élaboré des stratégies régionales sur les principales maladies et questions de santé, dont la « Déclaration et le cadre d'action d'Abuja pour la lutte contre le VIH/sida, la tuberculose et les autres maladies infectieuses » – dans laquelle les pays africains ont prévu d'allouer 15 % du budget national au secteur de la santé –, « la Stratégie régionale africaine de la nutrition » et le « Plan d'action de Maputo pour la mise en œuvre du Cadre d'orientation continental pour la promotion des droits et de la santé en matière de sexualité et de reproduction en Afrique » et le « Cadre stratégique pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement sur la survie de l'enfant en Afrique ».

### **Mesures à prendre durant les cinq prochaines années dans le cadre du processus de la TICAD**

Le processus de la TICAD, conformément aux engagements et actions prises par les pays africains, s'engagera à :

1. Renforcer les systèmes de santé;
2. Améliorer la santé maternelle, néonatale et infantile;
3. Prendre des mesures contre les maladies infectieuses.

#### 1. *Renforcer les systèmes de santé*

- Promouvoir la formation et la préservation des personnels de la santé, pour atteindre l'objectif de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) d'au moins 2,3 travailleurs de la santé pour 1 000 personnes en Afrique.

- Améliorer la fourniture des services de santé, y compris par le renforcement des infrastructures et installations de santé.
- Promouvoir la mise en place de systèmes de surveillance et d'évaluation des systèmes de santé pour faciliter les décisions politiques, sur la base d'informations précises.
- Encourager et reconnaître la recherche médicale et les pratiques exemplaires de la médecine en Afrique pour combattre les maladies infectieuses, à la faveur de l'attribution du prix Hideyo Noguchi pour l'Afrique.

## 2. *Améliorer la santé maternelle, néonatale et infantile*

- Soutenir les interventions concentrées sur la réduction du taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans et des femmes enceintes.
- Promouvoir la continuité des soins pour la sécurité des mères et des enfants dans la période prénatale, à la naissance et durant l'enfance par des interventions à fort impact comme la vaccination et la fourniture de microaliments aux enfants.
- Soutenir les efforts internationaux pour atteindre l'accès universel aux services de santé procréatrice.
- Contribuer aux efforts internationaux afin d'élever à 75 % la proportion des accouchements effectués par un personnel qualifié en Afrique dans cinq ans, conformément à l'objectif de l'Organisation mondiale de la Santé.

## 3. *Prendre des mesures contre les maladies infectieuses*

- Soutenir le Fonds mondial de lutte contre le SIDA, la tuberculose et le paludisme (GFATM).
- Renforcer les institutions du gouvernement central de lutte contre le VIH/sida et accorder la priorité à la prévention.
- Soutenir les efforts pour atteindre l'objectif d'une réduction de 50 % de la tuberculose et des taux de mortalité d'ici à 2015, par rapport aux niveaux de 1990, par des activités de prévention, de dépistage et de soins prodigués dans le cadre du Traitement de brève durée sous surveillance directe (DOTS).
- Promouvoir la mise en place efficace des activités antipaludisme associant des mesures préventives, y compris la distribution de moustiquaires longue durée traitées aux insecticides, la sensibilisation et la fourniture de soins infirmiers.
- Soutenir les efforts menés pour éradiquer la polio de l'Afrique par des campagnes de surveillance et de vaccination.
- Faire des efforts pour contrôler et éliminer les maladies tropicales négligées grâce à la sensibilisation, aux traitements, à l'accès à une eau saine et aux équipements sanitaires.

## Consolidation de la paix et bonne gouvernance

### Introduction

L'Afrique a récemment considérablement progressé dans la résolution des conflits et de la promotion du relèvement grâce notamment aux efforts pour l'établissement de l'Architecture de paix et de sécurité en Afrique (APSA) et pour la promotion du Mécanisme africain d'évaluation par les pairs (MAEP). Il s'agit d'une occasion sans précédent pour l'Afrique de consolider la paix et de renforcer la bonne gouvernance, les conflits constituant des obstacles significatifs à la sécurité humaine et au développement du continent.

La consolidation de la paix passe par différentes phases et nécessite un éventail de mesures, dont la prévention des conflits, la médiation entre les parties concernées et la négociation des traités de paix, le rétablissement et le maintien de la sécurité et de l'ordre public, la fourniture d'une aide humanitaire, la promotion du développement socioéconomique et l'amélioration de la gouvernance démocratique. Pour devenir irréversibles, ces processus nécessitent un appui durable et continu.

Les conflits s'étendent rapidement en Afrique où de nombreux pays ont des frontières communes. Par conséquent, les aspects régionaux doivent être pris en considération pour consolider la paix. Il faut également agir pour prévenir les conflits et gérer les risques en vue de minimiser les dommages en cas de déclenchement d'un conflit. Des approches participatives et basées sur les communautés, mettant l'accent sur le renforcement des capacités des populations locales, aideront le processus d'appropriation des pays africains. Les groupes les plus vulnérables sur le plan social, comme les femmes, les enfants, les personnes âgées et les personnes handicapées, nécessitent également protection et soutien. Il faut également souligner l'importance de consolider la coordination ainsi que de partager les informations et les bonnes pratiques parmi les acteurs intérieurs et extérieurs s'engageant dans les activités pour la construction de la paix.

### Mesures à prendre durant les cinq prochaines années dans le cadre du processus de la TICAD

Le processus de la TICAD se concentra spécifiquement sur :

1. La prévention des conflits;
2. L'assistance humanitaire et à la reconstruction;
3. Le rétablissement et le maintien de la sécurité;
4. La promotion de la bonne gouvernance.

#### 1. *La prévention des conflits*

- Contribuer au développement pour un fonctionnement efficace des systèmes d'alerte précoce en Afrique, dont le Système continental d'alerte rapide établi dans le cadre de l'Architecture de paix et de sécurité en Afrique (APSA).

#### 2. *L'assistance humanitaire et à la reconstruction*

- Appuyer le relèvement accéléré et les interventions à effet rapide, dont l'assistance aux infrastructures et aux services sociaux élémentaires, le retour et l'intégration des réfugiés et des personnes déplacées dans le pays.

- Soutenir les moyens d’existence par la formation professionnelle, la création d’emplois, l’assistance au démarrage des petites entreprises et de l’agriculture.
- Promouvoir l’action de protection des groupes les plus vulnérables de la société, en particulier par le biais d’un meilleur accès à l’éducation, pour la réintégration sociale des enfants et des adolescents affectés par les conflits.
- Appuyer le désarmement des groupes armés, le déminage, la destruction du matériel d’artillerie non explosé, la gestion des stocks d’armement et la collecte des petites armes pour contribuer au rétablissement de la sécurité et de la bonne gouvernance ainsi qu’aux efforts humanitaires et de reconstruction.
- Promouvoir davantage le déminage, y compris l’éducation sur les risques des mines et l’assistance aux victimes en collaboration avec les ONG et le secteur privé.
- Encourager la contribution du secteur privé aux efforts de rétablissement de la paix.

### 3. *Le rétablissement et le maintien de la sécurité*

- Améliorer les capacités des militaires, de la police et des civils engagés dans les opérations de maintien de la paix dans les pays africains.
- Renforcer les centres de maintien de la paix en Afrique et encourager les échanges d’expérience entre l’Asie et l’Afrique.
- Soutenir la Force africaine d’alerte sous l’égide de l’APSA.
- Soutenir l’action de renforcement des contrôles aux frontières et la coopération régionale pour maîtriser les flux des petites armes, la contrebande et la traite d’êtres humains.

### 4. *La promotion de la bonne gouvernance*

- Soutenir la mise en œuvre des plans d’action nationaux du rapport d’examen par les pairs.
- Fournir une assistance au renforcement des capacités des systèmes juridiques, du contrôle financier et des services publics.
- Renforcer la gouvernance économique par le biais de l’Initiative NEPAD-OCDE pour les investissements en Afrique.

## **S’attaquer aux questions de l’environnement et des changements climatiques**

### **Introduction**

La question des changements climatiques doit être traitée d’urgence en Afrique, en raison de la vulnérabilité du continent aux effets négatifs de la sécheresse et des inondations qui sont de plus en plus fréquentes et intenses. Afin de parvenir à une « société mondiale durable », il est nécessaire pour tous les pays, y compris les pays d’Afrique, de collaborer et d’élaborer un cadre efficace sur les

changements climatiques au-delà de 2012 et de prendre des mesures en vue d'atteindre l'objectif de réduction des émissions de gaz à effet de serre.

Le processus de la TICAD cherchera à promouvoir le dialogue politique dans le domaine des changements climatiques, à soutenir l'élaboration d'un cadre efficace et à renforcer l'assistance aux pays africains faisant des efforts pour réduire les émissions de gaz à effet de serre et réaliser une croissance économique de manière compatible, dans les domaines de la planification des mesures, de l'atténuation des effets de ces changements, de l'accès à des énergies propres et de l'adaptation aux changements climatiques. En ce qui concerne l'adaptation, le processus de la TICAD cherchera à promouvoir la gestion efficace des ressources en eau, ainsi que les efforts dans les secteurs tels que la santé, l'agriculture et la sécurité alimentaire.

Dans ce contexte, il est important de promouvoir une approche participative intégrant un large éventail d'intervenants, dont les gouvernements centraux, les organisations internationales, les communautés et les gouvernements locaux ainsi que le secteur privé et les organisations de la société civile. En outre, des efforts coordonnés sont requis pour des initiatives variées, dont le Partenariat « Cool Earth » du Japon avec l'Afrique. En Afrique, des efforts sont en cours au niveau national ainsi que dans les cadres internationaux et régionaux développés par les Nations Unies, l'UA/NEPAD et les CER.

### **Mesures à prendre durant les cinq prochaines années dans le cadre du processus de la TICAD**

Le processus de la TICAD viendra appuyer l'action menée dans les domaines suivants :

1. Atténuation des effets;
2. Adaptation;
3. Eau et hygiène;
4. Éducation pour un développement durable (EDD).

#### *1. Atténuation*

##### 1) Promotion des mesures d'atténuation

- Soutenir la participation active des pays africains en élaborant un cadre efficace sur les changements au-delà de 2012, dans lequel les principaux pays émetteurs prendront des actions et travailleront de concert, sur la base du Plan d'action de Bali.
- Promouvoir la formulation de projets et de campagnes de sensibilisation pour une mise en œuvre suivie des Mécanismes de développement sain (CDM) et soutenir le développement institutionnel et des capacités des organismes nationaux désignés dans chacun des pays.
- Soutenir l'élaboration d'informations de base sur les ressources sylvestres et l'aménagement du territoire et l'accès à celles-ci afin d'encourager la gestion durable des forêts et de promouvoir les projets de préservation et de reforestation en réponse à la réduction des émissions résultant de la déforestation et de la dégradation des forêts dans les pays en développement (REDD).

- 2) Promotion de l'utilisation des énergies propres et amélioration de l'accès à l'énergie
  - Soutenir la formulation de mesures et de plans pour promouvoir l'usage des énergies renouvelables et supporter les programmes relatifs aux énergies renouvelables, y compris en facilitant le transfert des technologies de gestion et de maintenance.
  - Soutenir le développement et la gestion des réseaux électriques pour promouvoir un meilleur accès et un usage plus efficace de l'électricité et favoriser l'accès des pauvres à des énergies abordables et efficaces par le biais de programmes complets de développement rural.

## 2. *Adaptation*

- Promouvoir l'assistance technique comme l'établissement et l'actualisation des données cartographiques mondiales pour la totalité de l'Afrique, en décrivant l'état de son environnement dans cinq ans.
- 1) Mesures contre les catastrophes naturelles
    - Soutenir la formulation de plans de prévention des catastrophes naturelles et des activités d'urgence sur la base d'une évaluation des risques et de la vulnérabilité de chacune des régions par rapport aux dangers, y compris les sécheresses et les inondations.
    - Aider à la mise en place de systèmes d'alerte rapide et renforcer les capacités de réponse aux catastrophes naturelles au niveau des communautés.
  - 2) Mesures pour combattre la désertification
    - Aider au développement et à la vulgarisation des technologies existantes et nouvelles pour l'utilisation des ressources en eau, la conservation des sols et le reboisement, y compris l'utilisation de plantes résistant à la sécheresse.
    - Soutenir les efforts de sensibilisation pour combattre la désertification au niveau des communautés et mettre en place des mesures appropriées pour réduire le surpâturage et la déforestation.

## 3. *Eau et hygiène*

- 1) Gestion efficace des ressources en eau
  - Soutenir la formulation de plans de gestion du cycle de l'eau basés sur l'évaluation des ressources en eau potentielles et les conditions locales spécifiques et l'amélioration des capacités administratives d'exécution de ces plans.
  - Promouvoir le transfert des technologies et l'expertise sur la gestion des ressources en eau en tenant dûment compte de la situation spécifique de chaque région.
- 2) Accès à de l'eau saine et à des installations d'approvisionnement propres
  - Promouvoir le développement d'installations d'approvisionnement en eau et d'hygiène avec des technologies abordables.

- Soutenir le renforcement des capacités des administrateurs et des utilisateurs des systèmes d’approvisionnement en eau et d’hygiène et promouvoir les campagnes de sensibilisation pour améliorer l’hygiène, y compris le lavage des mains.

#### 4. *Éducation pour un développement durable (EDD)*

- Promouvoir l’EDD par son intégration dans les mesures et les pratiques concourant à l’avènement d’une société plus durable.

## **Partenariat élargi**

### **Introduction**

Le processus de la TICAD a toujours adhéré au concept de maîtrise par les Africains de l’action de développement et de partenariat, celui-ci prenant régulièrement une place de plus en plus importante.

La coopération Asie-Afrique est un des éléments clefs du processus de la TICAD qui évolue par l’apprentissage mutuel et le partage des meilleures pratiques et des technologies entre les deux régions. Les pays africains sont entrés dans un processus d’intégration et ils avancent rapidement vers un approfondissement du partenariat intra-africain dans le cadre du Traité d’Abuja. Ils ont également enregistré des réalisations importantes dans le cadre du plan d’action du NEPAD, alors que l’UA accomplit également des progrès en collaborant avec les CER, qui sont les principaux piliers de l’intégration du continent. Un partenariat élargi et une approche participative englobant les entreprises privées, les ONG et les universités sont d’importance cruciale. Les pays africains s’efforcent d’engager le plus grand nombre d’acteurs possible dans le processus de développement. Une meilleure coordination parmi ces partenaires dans le cadre du concept de maîtrise par les Africains est également essentielle pour que ces efforts donnent les meilleurs résultats.

### **Mesures à prendre durant les cinq prochaines années dans le cadre du processus de la TICAD**

Le processus de la TICAD va se concentrer spécifiquement sur :

1. La promotion de la coopération Sud-Sud, en particulier entre l’Asie et l’Afrique;
2. L’approfondissement de l’intégration régionale;
3. L’élargissement du partenariat.

#### 1. *Promotion de la coopération Sud-Sud, en particulier entre l’Asie et l’Afrique*

- Transférer efficacement les connaissances et les techniques, partager le savoir et les données d’expérience et promouvoir les recherches conjointes en Afrique et entre l’Afrique et l’Asie.
- Intensifier les échanges de visites, le commerce et les investissements, ainsi que les services pour renforcer les liens entre l’Asie et l’Afrique.
- Encourager la pleine utilisation des institutions chargées de la coopération Sud-Sud, comme l’Organisation de la productivité asiatique (OPA) et les organisations nationales de productivité dans les deux régions.

2. *Approfondir l'intégration régionale*

- Encourager la coopération triangulaire, dans le cadre de la coopération intra-africaine et entre l'Asie et l'Afrique, en reconnaissant le rôle important de l'UA/NEPAD et des CER.

3. *Élargir le partenariat*

- Promouvoir le PPP, en prenant en considération le rôle important des compagnies privées dans le développement africain.
- Renforcer la coordination avec la société civile et encourager la coopération avec les universités.

## Appendice

### Accélérer la croissance économique – Infrastructures

<i>Mesures proposées par le Japon et ses partenaires</i>	<i>Partenaires</i>	<i>Ressources potentielles, contributions possibles</i>
<b>Infrastructure</b>		
<b>1. Transports</b>		
<ul style="list-style-type: none"> <li>Développement/expansion des couloirs de transport nationaux et régionaux</li> </ul>	GdJ/JICA	<p>GdJ (MAE)/JICA : dons et assistance technique de 37 milliards de yen pour les infrastructures<sup>a</sup></p> <p>GdJ : accord de prêts aux projets dans ce secteur<sup>b</sup></p>
<ul style="list-style-type: none"> <li>Développement/expansion des couloirs de transport nationaux et régionaux</li> </ul>	GdJ/JICA/GBM/ GBM/BAfD/CE/CIA	<p>GBM: augmenter le cofinancement des couloirs de transport régionaux, financement estimé à 600 millions de dollars</p> <p>CE : 5,6 milliards d'euros du dixième FED (toutes infrastructures, y compris énergie, et contribution d'environ 300 millions d'euros au Fonds d'affectation spéciale UE-Afrique pour les infrastructures) dans les cinq prochaines années</p> <p>BAfD : pour la période de 2008 à 2012, 5 milliards de dollars pour le transport national et les couloirs régionaux de transport</p> <p>GdJ/GBM/BAfD/CIA : utiliser le Consortium d'infrastructure pour l'Afrique (CIA) comme plate-forme de développement des infrastructures régionales</p>
<ul style="list-style-type: none"> <li>Promouvoir la simplification des procédures de traversée des frontières</li> </ul>	GdJ (MAE/MF)GdGB/ JICA	<p>GdJ (MAE)/JICA : expansion du projet des postes frontière « One Stop » (OSBP) à 14 points</p> <p>GdGB (DFID) : soutenir le projet OSBP dans le cadre du Programme de facilitation du commerce régional aux postes frontière dans les régions d'Afrique australe</p> <p>GdJ (MF) : organiser des séminaires/formations et envoyer des experts du secteur des douanes pour soutenir les projets OSBP en coopération avec le Fonds de coopération des douanes de l'OMD</p>
<b>2. Énergie électrique</b>		
<ul style="list-style-type: none"> <li>Soutenir le développement/expansion des projets d'énergie électrique et des réseaux de transmission et distribution</li> </ul>	GdJ/GBM/BAfD/ Partenariat Afrique-UE en énergie/CIA/JICA	<p>GBM : i) doubler le prêt annuel à 2 milliards de dollars et chercher à mobiliser 2 milliards de dollars supplémentaires en cofinancement; ii) soutenir le Pool énergie Afrique australe, le Pool énergie Afrique de l'Ouest, le Pool énergie Afrique centrale et le Pool énergie Afrique de l'Est de l'ordre de 500 millions de dollars par an; iii) la CFI finance plus de 15 partenariats public-privé (PPP) dans le secteur énergétique sur la période 2008-2011, financement estimé à 400-500 millions de dollars</p> <p>BAfD : de 2008 à 2012, 5,5 milliards de dollars pour la production énergétique, la transmission et la distribution</p>

<i>Mesures proposées par le Japon et ses partenaires</i>	<i>Partenaires</i>	<i>Ressources potentielles, contributions possibles</i>
		GdJ/GBM/BAfD/CIA : utiliser le Consortium d'infrastructure pour l'Afrique (CIA) comme plate-forme de développement des infrastructures régionales UE : soutien pour les pays africains sur cinq ans, environ 300 millions d'euros

## Accélérer la croissance économique – Commerce, investissements et tourisme

<i>Mesures proposées par le Japon et ses partenaires</i>	<i>Partenaires</i>	<i>Ressources potentielles, contributions possibles</i>
<b>1. Promouvoir et étendre le commerce</b>		
<ul style="list-style-type: none"> <li>Promouvoir l'initiative « Un village, un produit » (UVUP), basé sur l'Initiative de développement pour le commerce, en établissant un nouveau cadre global afin d'améliorer l'accès des produits africains sur le marché japonais en : i) donnant des conseils sur les produits africains; ii) envoyant des experts du Japon vers l'Afrique; iii) invitant des ressortissants africains pour des études de marché; iv) organisant des séminaires commerciaux; v) soutenant la participation des entreprises africaines aux salons commerciaux du Japon; vi) réalisant des « programmes de développement et d'importation » pour aider les entreprises japonaises à commercialiser les produits africains</li> </ul>	GdJ (MECI)/JETRO	GdJ (MECI/JETRO) : élargir le budget du JETRO pour l'initiative « Un village, un produit » (UVUP)
<ul style="list-style-type: none"> <li>Promouvoir le commerce des pays africains, l'expansion des programmes d'aide pour le commerce, y compris la transmission des connaissances des pays d'Asie et la fourniture d'une assistance technique</li> </ul>	Commission européenne et pays membres de l'UE/GdJ/JICA/GBM/pays d'Asie et autres partenaires	UE : 2 milliards d'euros par an, dont 50 % pour les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) dans le cadre de l'aide pour le commerce de l'UE GdJ (MAE) : fournir une aide financière aux projets techniques en relation avec le commerce en coopération avec les organisations internationales JICA : décupler le quota des stagiaires africains dans le secteur du commerce GBM : promouvoir la coopération Sud-Sud et le partage des connaissances entre les pays d'Asie et d'Afrique et fournir une assistance technique pour le renforcement des capacités en matière de politique commerciale
<ul style="list-style-type: none"> <li>Soutenir le renforcement des capacités en matière de pratiques commerciales et de financement</li> </ul>	GBM	GBM : i) élargir le programme de financement du commerce de la CFI en Afrique à 1 milliard de dollars par an; ii) soutenir l'entrée d'autres pays africains dans l'Agence pour l'assurance du commerce en Afrique
<ul style="list-style-type: none"> <li>Organisation de séminaires et de cours de formation. Élargir les assurances commerciales et soutenir l'adhésion de pays africains à l'Agence pour l'assurance du commerce en Afrique</li> </ul>		

<i>Mesures proposées par le Japon et ses partenaires</i>	<i>Partenaires</i>	<i>Ressources potentielles, contributions possibles</i>
<ul style="list-style-type: none"> <li>Soutenir la recherche et le renforcement des capacités pour l'égalité de sexes et les envois de fonds : promouvoir l'utilisation efficace des envois de fonds pour le développement local</li> <li>Soutenir le développement des petites et moyennes entreprises et industries locales</li> </ul>	<p>PNUD INSTRAW</p> <p>GdJ (MAE)/UNIDO</p>	<p>PNUD : soutenir un développement local soucieux d'égalité entre les sexes par le PNUD/Fonds WID Japon</p> <p>GdJ (MAE)/UNIDO : 5 millions de dollars en 2008 pour la formation des entrepreneurs</p>
<b>2. Attirer les investissements étrangers</b>		
<ul style="list-style-type: none"> <li>Soutenir l'amélioration du système juridique et de l'environnement des investissements : i) établir ou promouvoir une plate-forme d'information et de consultation sur l'environnement des investissements en Afrique; ii) contribuer au développement autonome d'industries locales compétitives et améliorer la gouvernance économique et des entreprises</li> </ul>	<p>GdJ</p> <p>(MAE)/JETRO/JBIC)/ CNUCED/GBM</p>	<p>GdJ/JETRO : fournir régulièrement des informations sur l'environnement commercial de l'Afrique aux entreprises privées japonaises</p> <p>GdJ/JBIC/CNUCED : donner des recommandations politiques aux pays africains durant les cinq prochaines années</p> <p>GdJ : considérer le soutien à l'Initiative NEPAD-OCDE pour l'investissement en Afrique [Le GdJ a fourni 600 000 euros à l'Initiative NEPAD-OCDE pour l'investissement en Afrique en 2005-2007] et promouvoir les efforts africains pour les réformes de la politique des investissements, utilisant des instruments acceptés multilatéralement comme le Cadre des mesures d'investissement de l'OCDE</p> <p>GBM : élargir le soutien aux conseils présidentiels investisseurs dans les pays africains, sur la base d'études d'entreprise en Afrique pour promouvoir le secteur privé africain, développer les programmes pour les micro, petites et moyennes entreprises (MSMEs), promouvoir l'assistance technique Asie-Afrique et s'inspirer du rôle de la CFI pour encourager les entreprises africaines</p>
<ul style="list-style-type: none"> <li>Utiliser les autres flux de capitaux publics (OOF) pour encourager les investissements étrangers en Afrique</li> <li>Utiliser activement le crédit aux investissements, les assurances de commerce et d'investissement</li> </ul>	<p>JBIX/NEXI/GBM</p>	<p>JBIC : mettre en place l'institution JBIC pour les investissements en Afrique (FAI) pour offrir des investissements équitables, des garanties et un financement en monnaie locale. La JBIC apportera un soutien financier à hauteur de 2,5 milliards de dollars sur cinq ans</p> <p>JBIC/CFI : améliorer la coopération basée sur le Mémorandum de compréhension (MdC), spécialement pour renforcer l'efficacité de la FAI</p> <p>NEXI : entrer dans le mémorandum de compréhension sur la coopération avec la Corporation islamique pour l'assurance des investissements et des crédits à l'exportation (ICIEC) et promouvoir une assurance plus large pour le commerce et les investissements</p>
<ul style="list-style-type: none"> <li>Démarrer des cadres de consultations bilatérales, y compris un cadre juridique bilatéral comme les Traités pour l'investissement bilatéral (BIT) pour améliorer l'environnement commercial</li> </ul>	<p>GdJ (MAE, MECI)</p>	<p>GdJ (MAE/MECI) : considérer les négociations de traités BIT avec les pays africains</p>
<ul style="list-style-type: none"> <li>Améliorer le partenariat public-privé pour une coordination plus efficace entre les flux de capitaux publics et les capitaux privés, pour élargir les bonnes pratiques en matière de responsabilité</li> </ul>	<p>GdJ</p>	<p>GdJ : établir un mécanisme permettant à l'APD de compléter les activités du secteur privé contribuant au développement africain</p> <p>GdJ : envoyer des missions public-privé dans les pays africains</p>

<i>Mesures proposées par le Japon et ses partenaires</i>	<i>Partenaires</i>	<i>Ressources potentielles, contributions possibles</i>
<p>sociale des entreprises en relation avec les flux de capitaux publics</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Promouvoir les affaires des compagnies européennes avec l’Afrique par le Forum des affaires entre l’Afrique et l’UE</li> <li>• Promouvoir les activités commerciales des entreprises japonaises en Afrique par le Programme de développement d’entreprises durables (GSB)</li> </ul>	<p>Commission européenne et pays membres de l’UE</p> <p>GdJ (MAE)/PNUD</p>	<p>CE : soutien au cadre macroéconomique et l’environnement de contrôle pour le développement des entreprises (institution permettant d’améliorer l’environnement du secteur privé de l’UE; CE-ACP BizClim 20 millions d’euros FY 2008-13</p> <p>GdJ (MAE) : soutenir le programme GSB par le Fonds de partenariat du PNUD</p> <p>PNUD : consolider ses tentatives pour engager les entreprises japonaises dans le GSB en Afrique</p>
<b>3. Développement du secteur privé</b>		
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Soutenir les pays africains pour la formulation de stratégies de développement industriel et fournir un soutien technique pour l’amélioration de ce développement</li> </ul>	<p>GdJ (MAE)/JICA/AOTS/GBM</p>	<p>GdJ (MAE)/JICA : augmenter la quote-part des programmes de formation en relation avec le développement du secteur privé pour 1 500 ressortissants africains afin d’améliorer la productivité des industries d’avenir, la compétitivité des produits en qualité et en prix et les capacités commerciales des employés</p> <p>AOTS : promouvoir les activités de formation pour l’Afrique afin de faciliter le commerce et les investissements par un transfert des techniques de fabrication et de marketing du Japon</p> <p>GMB : i) élargir le transfert des connaissances entre l’Asie et l’Afrique sur l’environnement commercial, y compris les zones franches d’exportation (SFE), le travail/formation technique, la logistique commerciale, le transport, la gestion des ports, etc.; ii) s’engager dans le prêt, l’assistance technique, et les travaux de conseil sur les investissements pour les réformes sur le climat et la coopération avec 40 pays d’Afrique subsaharienne</p>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Soutenir les pays africains pour établir des systèmes et des ressources humaines en relation avec la propriété intellectuelle afin de parvenir à un développement autonome des industries locales et d’améliorer l’environnement des investissements</li> </ul>	<p>GdJ (MECI)/OMPI</p>	<p>GdJ (MECI)/OMPI : offrir 1 million de dollars au Fonds d’affectation spéciale du Japon à l’OMPI pour renforcer les capacités de tous les pays africains, en se concentrant, en premier lieu, sur le développement des ressources humaines</p>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Soutenir l’assistance financière aux activités des petites et moyennes entreprises (PME) et des industries locales</li> </ul>	<p>GdJ (MAE)/BAfD</p>	<p>GdJ : augmenter la contribution à l’Assistance pour le secteur privé renforcé (EPSA)/BAfD en fournissant un prêt supplémentaire (300 millions de dollars en 2008)</p>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Renforcer le secteur financier, y compris le développement des marchés d’obligations locaux et les mécanismes de financement en monnaie locale, faciliter le partage des expériences parmi les pays, fournir une assistance technique. Élargir la collaboration pour faire fonctionner le financement en Afrique</li> </ul>	<p>GBM/autres partenaires</p>	<p>GBM : i) lancer un partenariat pour faire fonctionner le financement en Afrique; ii) organiser des ateliers régionaux pour partager les expériences sur les innovations et les bonnes pratiques du secteur financier</p>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Fournir une coopération technique et une assistance financière pour promouvoir les industries énergétiques et minières</li> </ul>	<p>GdJ (MECI)/JOGMEC</p>	<p>GdJ (MECI)/JOGMEC : fournir une assistance technique</p>

<i>Mesures proposées par le Japon et ses partenaires</i>	<i>Partenaires</i>	<i>Ressources potentielles, contributions possibles</i>
<ul style="list-style-type: none"> <li>Fournir une coopération dans le domaine de la détection à distance des ressources minières dans la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC)</li> <li>Développer les projets de formation à la taille des pierres précieuses dans un pays africain potentiel</li> </ul>	TICA	RTG : environ 60 000 dollars pour l'année 2009
<b>4. Promotion du tourisme</b>		
<ul style="list-style-type: none"> <li>Soutenir le tourisme par les opérateurs des pays non africains en développant des mesures de familiarisation avec l'Afrique et en améliorant leurs connaissances sur ce qu'elle a à offrir</li> <li>S'engager dans la promotion à long terme du tourisme en utilisant des manifestations comme les salons du voyage, en tenant compte de la coupe du monde de football 2010 en Afrique du Sud</li> <li>Réaliser des projets pour le renforcement des capacités, y compris des programmes de formation et l'envoi d'experts en collaboration avec les centres de formation sur le tourisme régional en Afrique</li> </ul>	GBM  GdJ (MLIT/MAE)  JICA	GBM : poursuivre et étendre les projets de tourisme dans cinq pays au minimum, en se concentrant sur le renforcement des politiques et de l'environnement commercial, les liens avec le tourisme, les infrastructures et le développement du secteur privé  GdJ (MLIT/MAE) : promouvoir le secteur Afrique du salon annuel du voyage  JICA : décupler le quota des stagiaires dans le secteur du tourisme

### Accélérer la croissance économique – Agriculture

<i>Mesures proposées par le Japon et ses partenaires</i>	<i>Partenaires</i>	<i>Ressources potentielles, contributions possibles</i>
<b>Agriculture</b>		
	GdJ/JICA	GdJ (MAE)/JICA : dons et assistance technique de 26 milliards de yen pour l'agriculture <sup>a</sup> GdJ : accord de prêts aux projets dans ce secteur <sup>b</sup>
<b>1. Agriculture et réponse à la hausse des prix des produits alimentaires (court terme)</b>		
<ul style="list-style-type: none"> <li>Interventions immédiates pour remédier à la hausse des prix alimentaires : réponse rapide pour augmenter l'approvisionnement en produits alimentaires de base; assistance aux consommateurs; interventions ciblées pour remédier à la famine</li> <li>Réponse à court terme à la sécurité alimentaire d'urgence par l'aide humanitaire, les réseaux de sécurité et le soutien aux moyens d'existence</li> </ul>	GdJ/GBM et autres partenaires  CE	GdJ : fournir une aide alimentaire d'urgence d'une valeur de 100 millions de dollars entre mai et juillet 2008 (ciblant principalement l'Afrique) et autres mesures à identifier  GBM : lancer une institution de réponse alimentaire mondiale et mettre en œuvre des mesures ciblées à court terme pour répondre aux besoins urgents individuels de chaque pays  CE : 300 millions d'euros

<i>Mesures proposées par le Japon et ses partenaires</i>	<i>Partenaires</i>	<i>Ressources potentielles, contributions possibles</i>
<b>2. Agriculture et réponse à la hausse des prix des produits alimentaires (moyen et long terme)</b>		
<ul style="list-style-type: none"> <li>Soutien aux partenaires pour la planification et la programmation stratégiques du Programme intégré pour le développement de l'agriculture en Afrique (CAADP) aux niveaux national et régional, et interventions élargies pour la gestion de la terre et de l'eau, des infrastructures (par ex. irrigation) et développement du marché, et expansion et reprise des technologies agricoles</li> <li>Mise en œuvre du CAADP pour augmenter l'approvisionnement en produits alimentaires à moyen et à long terme</li> <li>Renforcement des organisations d'agriculteurs et des associations des usagers de l'eau dans les communautés, expansion de la recherche et des technologies agricoles, par exemple par le biais du support aux initiatives des communautés et des programmes régionaux de recherche agricole</li> <li>Doubler la production de riz en Afrique en 10 ans</li> </ul>	GdJ (MAE)/GBM	<p>GdJ (MAE)/JICA : i) dons et assistance technique à partir de 26 milliards de yen mentionnés ci-dessus; ii) développement et réhabilitation des installations d'irrigation, y compris les schémas d'irrigation à petite échelle (100 000 ha)</p> <p>GBM : prêt estimé de 4 milliards de dollars pour la croissance agricole durant cinq ans. Objectif de la CFI de 400 millions de dollars d'ici à 2010 pour le soutien de l'agrocommerce jusqu'à 1 milliard de dollars en cofinancement dans cinq pays pilotes</p> <p>GdJ/GBM : i) soutien à l'établissement d'un fonds d'affectation spéciale du CAADP (contribution du Japon – 2 millions de dollars); ii) élargir le cofinancement spécialement pour l'irrigation; iii) mettre en place un volet d'aide spécial de 20 millions de dollars dans le JSDF pour le développement rural, y compris le renforcement des capacités de gestion de la terre et de l'eau</p>
<ul style="list-style-type: none"> <li>Améliorer les variétés de riz ayant une meilleure productivité et les vulgariser par les organisations de fermiers</li> </ul>	GdJ/PNUD	GdJ : fournir des fonds au programme NERICA par le Fonds de partenariat du PNUD
<ul style="list-style-type: none"> <li>Soutenir l'agriculture et le développement durable dans le cadre du dixième EDF et le programme thématique</li> </ul>	CE	CE : 2 milliards d'euros (FY 2008-2013)
<ul style="list-style-type: none"> <li>Améliorer le NERICA, développer et introduire des cultures résistantes aux sécheresses et améliorer la fertilité des sols</li> </ul>	GdJ (MAFP)/JIRCAS	GdJ (MAFP)/JIRCAS : contribuer à l'augmentation de la productivité des produits alimentaires (88 millions de yen en 2008)
<ul style="list-style-type: none"> <li>Renforcer les capacités pour augmenter la production alimentaire et la productivité agricole</li> </ul>	GdJ (MAE)/JICA	GdJ (MAE)/JICA : renforcement des capacités pour 50 000 leaders agricoles
<ul style="list-style-type: none"> <li>Augmenter le développement des ressources humaines pour la recherche agricole</li> </ul>	GdJ (MAFP)	GdJ (MAFP) : améliorer les capacités de recherche pour les chercheurs (environ 20 chercheurs en 2008)
<ul style="list-style-type: none"> <li>Améliorer les techniques de développement/gestion des terres et des eaux pour augmenter la production alimentaire, et particulièrement le riz</li> </ul>	GdJ (MAFP)	GdJ (MAFP) : i) étudier l'exécution (210 millions de yen en 2008); ii) fournir un budget pour un fonds d'affectation spéciale pour IWMI (11 millions de yen en 2008)

<i>Mesures proposées par le Japon et ses partenaires</i>	<i>Partenaires</i>	<i>Ressources potentielles, contributions possibles</i>
• Étudier les technologies pour une production alimentaire durable	GdJ (MAFP)	GdJ (MAFP) : examen des techniques locales de culture, pour possibilité d'innovation et de prévalence du NERICA (17 millions de yen en 2008)
• Promouvoir la riziculture en Afrique par la petite irrigation (petites infrastructures par les fermiers, alimentation pour le travail, approche participative et défrichement des terres au niveau des communautés)	GdJ (MAFP)	GdJ (MAFP) : fournir un budget au Fonds d'affectation spéciale PAM 2006-2011 (213 millions de yen en 2008)
• Promotion des organisations de fermiers par les activités coopératives agricoles d'apprentissage	GdJ (MAFP)	GdJ (MAFP) : organiser des cours de formation pour la promotion des organisations de fermiers (22 millions de yen en 2008)
• Coopération technique entre la Thaïlande et un pays africain à désigner sur l'amélioration et le renforcement des capacités techniques de la culture et le traitement piscicole dans les pêcheries artisanales	TICA	RTG : environ 52 000 dollars pour l'année 2009
• Coopération entre la Thaïlande et un pays africain potentiel sur les aquacultures en eau douce et côtière	TICA	RTG : environ 20 000 dollars pour l'année 2009
• Coopération technique sur la surveillance et la gestion des produits piscicoles d'un pays africain potentiel	TICA	RTG : environ 15 000 dollars pour l'année 2009
• Développer les capacités pour améliorer la production de riz, des pêcheries et de l'horticulture pour un pays africain potentiel	TICA	RTG : environ 100 000 dollars pour l'année 2009
• Développer les capacités dans les recherches agricoles pour un pays africain potentiel	TICA	RTG : environ 17 000 dollars pour l'année 2009

## **OMD – Développement des communautés, éducation et santé**

<i>Mesures proposées par le Japon et ses partenaires</i>	<i>Partenaires</i>	<i>Ressources potentielles, contributions possibles</i>
<b>1. Développement des communautés</b>		
• Promouvoir le mouvement « Un village, un produit » (UVUP) pour parvenir à réduire la pauvreté par le développement des communautés	GdJ (MAE)/JICA	GdJ (MAE)/JICA : expansion des projets UVUP à 12 pays
• Soutenir le Village africain du Millénaire (VAM)	GdJ (MAE)/PNUD	GdJ (MAE)/PNUD : expansion des projets VAM à 12 pays au total
• Promouvoir un accès élargi aux services d'énergie en vue d'usages productifs dans les communautés rurales par l'augmentation des programmes de plates-formes multifonctions	GdJ/PNUD/BAfD	GdJ/BAfD : fournir des fonds aux programmes de plates-formes multifonctions PNUD : fournir un soutien technique aux programmes de plates-formes multifonctions (soutien actuel au développement de programmes d'investissement pour un accès élargi aux services d'énergie en vue d'usages productifs)

<i>Mesures proposées par le Japon et ses partenaires</i>	<i>Partenaires</i>	<i>Ressources potentielles, contributions possibles</i>
<ul style="list-style-type: none"> <li>Soutenir les initiatives entrepreneuriales des femmes</li> </ul>	GdJ (MAE)/PNUD	GdJ (MAE) : soutenir les initiatives pilotes par le PNUD/Fonds WID Japon PNUD : exécuter les initiatives pilotes
<ul style="list-style-type: none"> <li>Étendre la coopération technique sur la création de revenus pour les villageois par des programmes de formation sur « One Tambol One Product » (OTOP), le microfinancement et le développement des PME</li> </ul>	TICA	RTG : environ 15 000 dollars pour l'année 2009
<ul style="list-style-type: none"> <li>Projets de la coopération technique sur le développement durable entre un pays africain potentiel et le Royaume de Thaïlande (phase II)</li> </ul>	RTE	RTG : environ 130 000 dollars pour l'année 2009
<ul style="list-style-type: none"> <li>Échanger les meilleures pratiques dans le concept de l'économie suffisante et la nouvelle théorie agricole en créant un village modèle dans un pays africain à désigner</li> </ul>	RTE	RTG : environ 160 000 yen planifié pour la période 2009-2012 pour la mise en œuvre du projet
<b>2. Éducation</b>		
<b>Éducation élémentaire – élargir l'accès et la qualité</b>		
<ul style="list-style-type: none"> <li>Fournir des occasions d'apprendre aux enfants</li> </ul>	GdJ (MAE)/JICA/CE	GdJ (MAE)/JICA : dons et assistance technique de 44 milliards de yen pour l'éducation <sup>b</sup>  GdJ (MAE)/JICA : construction de 1 000 écoles primaires et secondaires dotées d'environ 5 500 salles de classe pour approximativement 400 000 enfants CE : 359,5 millions d'euros dans le dixième EDF ne comprenant pas la partie soutien du budget qui contribue aux résultats de l'éducation pour les états ACP pour les cinq prochaines années
<ul style="list-style-type: none"> <li>Soutenir l'Initiative Fast Track Catalytic Fund</li> </ul>	CE/GBM/EFI/FTI/donateurs, y compris la CE	GBM : expansion des opportunités d'éducation primaire par l'Initiative Fast Track (Éducation pour tous) ou EFA FTI (partenariat mondial de plus de 30 agences bilatérales travaillant avec les pays en développement pour progresser vers l'objectif d'une éducation primaire universelle de qualité d'ici à 2015). Les gages au principal fonds d'affectation du FTI (Fonds catalytique) ont atteint actuellement 1,4 milliard de dollars par une contribution de 16 pays donateurs, dont 950 millions de dollars environ ont été alloués aux 18 pays africains dont les plans du secteur de l'éducation ont été évalués. Le FTI devrait pouvoir aider en temps voulu la totalité des 33 pays d'Afrique défavorisés à présenter des plans crédibles pour être évalués, et financement avec don ultérieur par les partenaires donateurs EFA FTI CE : contribution de 22 millions d'euros au Fonds catalytique dans les cinq prochaines années
<ul style="list-style-type: none"> <li>Construire et rénover les écoles et fournir une formation aux professeurs dans des écoles amies des enfants</li> </ul>	UNICEF/Fondation Nelson Mandela/la Société Hambourg	UNICEF/Fondation Nelson Mandela/la Société Hambourg : construire/rénover les écoles et fournir une formation des professeurs dans un minimum de 1 000 écoles amies des enfants dans les zones rurales et les communautés urbaines pauvres des pays d'Afrique de l'Est et du Sud

<i>Mesures proposées par le Japon et ses partenaires</i>	<i>Partenaires</i>	<i>Ressources potentielles, contributions possibles</i>
<ul style="list-style-type: none"> <li>Élargir l'accès à une éducation primaire de qualité par l'abolition des frais scolaires et autres mesures pour surmonter les obstacles familiaux des coûts de l'éducation</li> </ul>	UNICEF/UNESCO/ IIEP/PNUD/GBM/ ADEA	UNICEF/UNESCO/IIEP/PNUD/GBM : en termes de recherche, d'études de faisabilité et de développement des capacités en coopération avec les institutions de recherche et de formation, contribuer aux efforts des politiques d'abolition des frais scolaires et autres mesures pour surmonter les obstacles familiaux aux coûts de l'éducation dans 10 pays au minimum
<ul style="list-style-type: none"> <li>Conférer le pouvoir aux programmes d'alphabétisation et aux élèves pour contribuer à un développement pacifique et durable des communautés et pour une meilleure gestion de l'éducation et de la santé</li> </ul>	UNESCO	UNESCO : mettre en œuvre l'Initiative d'alphabétisation pour l'autonomisation (ILFE) dans 22 pays
<ul style="list-style-type: none"> <li>Soutenir les pays pour l'adoption d'une éducation élémentaire sur une période minimale de 9-10 ans avec un cadre de programmes scolaires appropriés</li> </ul>	UNESCO	UNESCO : assister 11 pays pour l'adoption d'une éducation élémentaire pour une période minimum de 9-10 ans avec un cadre de programmes scolaires appropriés par le Programme d'éducation élémentaire en Afrique (BEAP)
<ul style="list-style-type: none"> <li>Fournir une éducation pour la transformation des communautés par la conception, la construction et la formation du personnel pour les écoles primaires/secondaires pour changer la qualité de vie des communautés aux frontières de pays liés par conflit</li> </ul>	UNICEF/équipes pays UN (UNCT)/plan international et autres	UNICEF/UNCT/plan international et autres : concevoir, construire des établissements scolaires et former du personnel pour au minimum 100 écoles primaires/secondaires afin de changer la qualité de vie des communautés frontalières de pays liés par conflit (Initiative sur « Apprendre le long des frontières pour vivre au-delà des frontières ») par le programme UNICEF sur l'éducation d'urgence et dans les pays en transition après les crises
<ul style="list-style-type: none"> <li>Élargir la gestion des écoles sur une base éducative avec la participation des communautés et élargir les programmes vers des pays supplémentaires. Les activités illustratives incluent des mesures pour améliorer et vulgariser les outils pour la gestion des écoles par les communautés et former des comités scolaires</li> </ul>	GdJ (MAE/MF)/JICA/ GBM	<p>GdJ (MAE/MF)/JICA : élargir les projets pour améliorer l'environnement basé sur les modèles de « L'école pour tous » pour 10 000 écoles en Afrique de l'Ouest. Mettre également en place un volet spécial pour un don de 10 millions de dollars dans les Fonds japonais de développement social (JSDF) pour accroître la promotion du modèle de gestion participative des écoles</p> <p>GdJ/JICA/GBM : fournir les intrants techniques nécessaires pour que GBM organise une conférence d'inventaire afin d'encourager les échanges Sud-Sud et l'apprentissage transfrontalier</p>
<ul style="list-style-type: none"> <li>Élargir la formation des professeurs en mathématiques et en sciences par le SMASE (Renforcement de l'enseignement en mathématiques et en sciences) en élargissant le programme vers d'autres pays et en encourageant le partage des expériences</li> </ul>	GdJ (MAE)/JICA/ GBM	<p>GdJ (MAE)/JICA : i) étendre les projets SMASE à 100 000 professeurs; ii) promouvoir le partage des expériences parmi les pays membres du SMASE-WECSA (Afriques occidentale, orientale, centrale et australe); iii) fournir une formation aux professeurs de maths et de sciences pour tous les pays membres du SMASE-WECSA</p> <p>GdJ/JICA/GBM : conférence de coordination du GBM sur les échanges Afrique-Asie pour l'enseignement en mathématiques et en sciences (AAE/MSE) avec support technique pour la formation des professeurs par la JICA</p>
<ul style="list-style-type: none"> <li>Augmenter le soutien financier et l'assistance technique au secteur de l'éducation privée</li> </ul>	GBM	La CFI fournira de 50 à 100 millions de dollars sur les cinq prochaines années avec ses partenaires pour soutenir l'expansion de l'enseignement fourni par le secteur privé

<i>Mesures proposées par le Japon et ses partenaires</i>	<i>Partenaires</i>	<i>Ressources potentielles, contributions possibles</i>
<b>Enseignement postélémentaire et enseignement supérieur/recherche</b>		
<ul style="list-style-type: none"> <li>Améliorer l'enseignement postélémentaire [enseignement supérieur, enseignement et formation technique et professionnelle (TVET)], développement des ressources humaines pour la promotion des sciences, des technologies et de l'industrie. Encourager le partage des expériences des pays et expansion des programmes</li> </ul>	GdJ (MAE)/JICA/ GBM/CE	<p>GdJ (MAE)/JICA : promouvoir l'expansion des expériences des projets JICA</p> <p>GBM/JICA : évaluation par le GBM de l'expérience de la formation professionnelle et actualisation du travail analytique régional sur le TVET et conférence de dissémination avec soutien technique et partage d'informations de la JICA</p> <p>CE : programme Nyerere (60 millions d'euros) pour promouvoir les échanges d'enseignement supérieur intra-africain et programme ERASMUS MUNDUS (30 millions d'euros) pour l'accès à l'éducation supérieure de la CE durant les cinq prochaines années</p>
<ul style="list-style-type: none"> <li>Fournir un enseignement professionnel innovant dans des domaines sélectionnés pour des jeunes sans emploi mais talentueux et n'ayant pas reçu d'éducation en raison des conflits</li> </ul>	UNICEF/Équipes pays UN (UNCT)/PAM/ plan international et autres	UNICEF/UNCT/PAM/plan international et autres : concevoir, construire des établissements scolaires et former du personnel pour au minimum 20 « Académies des talents » de grande qualité dans les pays liés par conflit (Initiative sur les « Académies des talents ») par le programme UNICEF sur l'éducation d'urgence et dans les pays en transition après les crises
<ul style="list-style-type: none"> <li>Renforcer les partenariats entre les universités, les établissements d'enseignement supérieur et les instituts de recherche par des recherches conjointes, l'échange de chercheurs et le partage d'informations/connaissances</li> </ul>	UNESCO/JICA/UNU/ Université d'Hiroshima	UNESCO/JICA/UNU/Université d'Hiroshima : projet de dialogue des universités Afrique-Asie pour le développement de l'éducation élémentaire afin de promouvoir la recherche et la réflexion par un dialogue et une collaboration entre les universités dans 12 pays africains et 6 pays asiatiques
<ul style="list-style-type: none"> <li>Tenir des dialogues politiques, y compris une rencontre des ministres japonais et africains en charge des sciences et des technologies, pour promouvoir la coopération dans ces domaines entre le Japon et l'Afrique</li> </ul>	GdJ (CPM)	GdJ (CPM) : organiser une rencontre ministérielle japonaise et africaine dans le domaine des sciences et des technologies, et certaines formes de dialogue avec les pays africains
<ul style="list-style-type: none"> <li>Étendre la coopération dans le domaine de l'éducation par des moyens unilatéraux, bilatéraux et par un soutien financier tiers</li> </ul>	GdV (Ministère de l'éducation)	GdV : i) recevoir cinq étudiants africains dans une université du domaine agricole; ii) envoyer trois experts en éducation pour aider à la rédaction de livres scolaires
<ul style="list-style-type: none"> <li>Étendre la coopération technique sur l'éducation en fournissant des bourses aux pays africains potentiels au niveau master à deux pays africains potentiels pour cinq personnes pour chacun</li> </ul>	TICA	RTG : environ 150 000 dollars pour l'année 2009
<ul style="list-style-type: none"> <li>Augmenter le nombre d'étudiants africains boursiers du Gouvernement japonais</li> </ul>	GdJ (MECSRT/MAE)	GdJ (MECSRT/MAE) : élargir le quota de bourses du Gouvernement japonais, accepter plus de 500 étudiants africains durant les cinq prochaines années
<ul style="list-style-type: none"> <li>Sur la base des besoins des pays en développement, promouvoir la recherche conjointe internationale concentrée sur les problèmes mondiaux comme l'environnement et l'énergie, la prévention des catastrophes naturelles et le contrôle des maladies contagieuses, et envisager les futurs usages des résultats des recherches</li> </ul>	GdJ (MAE/MECSRT)/ JICA/AST	GdJ/JICA/AST : budget JICA et AST

<i>Mesures proposées par le Japon et ses partenaires</i>	<i>Partenaires</i>	<i>Ressources potentielles, contributions possibles</i>
<ul style="list-style-type: none"> <li>Envoyer des chercheurs japonais dans les universités/instituts de recherche de pays africains et mettre en œuvre une recherche conjointe avec de jeunes chercheurs locaux afin de résoudre les problèmes globaux auxquels les pays africains font face</li> </ul>	GdJ (MAE/MECSRT)/ JICA/AST	GdJ(MAE/MECSRT)/JICA/AST : budget JICA et AST
<b>Approche multisectorielle</b>		
<ul style="list-style-type: none"> <li>Améliorer l'éducation sur la vie quotidienne, y compris la prévention du VIH/sida, et améliorer les comportements d'hygiène</li> </ul>	UNESCO	UNESCO : aider 30 pays qui participent à l'Initiative mondiale sur le VIH/sida et l'éducation (EDUAIDS) en se concentrant sur l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe pour mettre en œuvre des activités en relation avec le développement de réponses nationales détaillées
<ul style="list-style-type: none"> <li>Fournir une alimentation scolaire ou de la nourriture pour la scolarisation des filles</li> </ul>	PAM	PAM : fournir des repas scolaires à 23 millions d'enfants dans 45 pays africains qui participent à Faim d'école d'ici à 2013 en coopération avec les ONG et les gouvernements nationaux
<b>Autres</b>		
<ul style="list-style-type: none"> <li>Encourager le partenariat public-privé pour une coordination efficace entre l'APD et les ressources privées et encourager les contributions privées à l'éducation</li> </ul>	UNESCO/Forum économique mondial (WEF)	UNESCO/WEF : promouvoir l'initiative du Partenariat pour l'éducation pour encourager les contributions du secteur privé à l'éducation par le Partenariat à intervenants multiples
<b>3. Santé</b>		
<ul style="list-style-type: none"> <li>Améliorer la fourniture des services de santé, y compris par l'expansion des infrastructures et des installations de santé</li> </ul>	GdJ (MAE)/JICA GdJ (MAE)/GBM/CE/GdV	GdJ (MAE)/JICA : dons et assistance technique de 43 milliards de yen pour la santé <sup>a</sup> GdJ (MAE) : amélioration de 1 000 hôpitaux et centres de santé GBM : élargir les programmes pour la santé de la mère et de l'enfant, contre le paludisme, la tuberculose et le VIH/sida, et renforcer les systèmes de santé Cibles spécifiques à identifier. Niveaux de financement actuels du GBM de 648 millions de dollars
<ul style="list-style-type: none"> <li>Améliorer la gestion de la santé et de la surveillance des services de santé, en portant une attention particulière aux OMD 1, 4, 5 et 6</li> </ul>		GdJ/GBM : i) soutenir la mise en place d'un nouveau fonds d'affectation spéciale multidonateurs pour la malnutrition (contribution du Japon de 2 millions de dollars) et ii) mettre en place un volet spécial pour un don de 20 millions de dollars dans le Fonds japonais de développement social (JSDF) pour promouvoir la gestion de la santé et la surveillance des services de santé CE : soutien direct de 493,1 millions d'euros pour la santé dans les pays africains dans le Fonds européen de développement durant les cinq prochaines années GdV : étendre le séjour et envoyer 100 nouveaux experts et 30 experts chaque année en Afrique (2007-2010)
<ul style="list-style-type: none"> <li>Soutenir la mise en place d'approches intégrées et basées sur les communautés pour fournir un ensemble d'interventions à fort impact et à bas prix pour la santé et la nutrition en vue des OMD 1, 4, 5 et 6</li> </ul>	UNICEF	UNICEF : mettre en place des interventions comme la fourniture de suppléments en vitamine A, l'éradication des vers parasites, la surveillance de la nutrition, les sels de réhydratation à prise orale (SRO), les compléments en zinc et la vaccination des enfants dans 47 pays africains

<i>Mesures proposées par le Japon et ses partenaires</i>	<i>Partenaires</i>	<i>Ressources potentielles, contributions possibles</i>
<ul style="list-style-type: none"> <li>Soutenir la formation et la préservation de la santé des travailleurs médicaux, y compris des accoucheurs compétents</li> </ul>	GdJ (MAE)/JICA	GdJ (MAE)/JICA : formation de 100 000 travailleurs médicaux et de la santé
<ul style="list-style-type: none"> <li>Promouvoir des soins de santé communautaire en Afrique</li> </ul>	L'Association médicale du Japon, membre de l'Association médicale mondiale	JMA : i) effectuer des efforts pour la promotion de la coopération avec une région africaine en s'appuyant sur des organisation telles que l'Association médicale africaine possédant 25 membres, ii) tenter d'améliorer le secteur de la gynécologie au Sénégal par un compagnon japonais Takemi du programme Takemi de l'École Harvard de santé publique de Boston
<ul style="list-style-type: none"> <li>Amélioration de la santé infantile</li> </ul>	GdJ (MAE)/UNICEF et autres organisations concernant la santé	GdJ (MAE)/UNICEF et autres organisations concernant la santé : sauver la vie de 400 000 enfants
<ul style="list-style-type: none"> <li>Augmenter le financement de la santé sur la base des résultats et approche de rachat des emprunts BIRD en partenariat avec des fondations privées. Accroître le soutien aux prestations des services de santé par le secteur privé et aux départements gouvernementaux responsables du contrôle des fournisseurs privés des services de santé</li> </ul>	GBM/CE	GBM : projets de rachats dans huit pays supplémentaires CE : le financement sur la base des résultats est fourni par les 3 milliards 441,3 millions d'euros du budget général de soutien aux pays africains durant les cinq prochaines années, indicateurs de santé inclus
<ul style="list-style-type: none"> <li>Soutenir la recherche et le dialogue politique sur le VIH/sida et les soins</li> </ul>	GdJ (MAE)/PNUD/CE	GdJ (MAE) : soutenir les initiatives pilotes par le Fonds de partenariat du PNUD PNUD : initiative pilote en cours CE : soutien de la CE/UE pour le Partenariat Europe-pays en développement sur les essais cliniques (EDCTP) qui se concentre sur le VIH/sida, la tuberculose et le paludisme, estimé à 500 millions d'euros pour 2008-2013
<ul style="list-style-type: none"> <li>Renforcer le contrôle et l'élimination des maladies tropicales négligées (MTN), par un accès élargi à des interventions à impact rapide et l'usage optimal des ressources par une gestion intégrée des vecteurs</li> </ul>	GdJ (MSEPS/MAE)/JICA	GdJ (MAE)/JICA : dons et assistance technique à partir des 43 milliards de yen mentionnés ci-dessus GdJ (MSEPS) : planification en 2009 pour augmenter/fournir un budget à l'OMS afin de renforcer le contrôle et éliminer les MTN en Afrique
<ul style="list-style-type: none"> <li>Augmenter les efforts pour combattre le VIH/sida, la TB et le paludisme</li> </ul>	GdJ (MAE)/JICA/CE	GdJ (MAE)/JICA : dons et assistance technique à partir des 43 milliards de yen mentionnés ci-dessus* GdJ (MAE) : engagement et apport d'une contribution financière de 560 millions de dollars au Fonds mondial CE : soutien engagé au Fonds mondial pour la lutte contre le SIDA, la TB et le paludisme pour 2008-2010, d'un total de 300 millions d'euros <sup>c</sup>
<ul style="list-style-type: none"> <li>Promouvoir les mesures contre les maladies contagieuses – Prévenir la propagation du VIH par l'éducation</li> </ul>	UNESCO	UNESCO : aider 30 pays participant à l'Initiative mondiale sur l'éducation et le VIH/sida (EDUCAIDS) en se concentrant sur l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe pour l'exécution des activités en relation avec le développement de réponses nationales détaillées

<i>Mesures proposées par le Japon et ses partenaires</i>	<i>Partenaires</i>	<i>Ressources potentielles, contributions possibles</i>
<ul style="list-style-type: none"> <li>Encourager et reconnaître la recherche médicale et les pratiques exemplaires de services médicaux de lutte contre les maladies contagieuses et renforcer les systèmes de santé en Afrique par le prix Hideyo Noguchi</li> </ul>	GdJ (CPM)	GdJ (CPM) : planifier pour les années fiscales 2009 et 2011 l'organisation de colloques en coopération avec l'OMS
<ul style="list-style-type: none"> <li>Poursuivre davantage le Programme de financement des centres de recherche sur les maladies contagieuses émergentes et résurgentes, commencé en 2005 et renforcer le réseau entre les centres de recherche nationaux et étrangers dans les pays à haut risque de maladies contagieuses émergentes et résurgentes afin de minimiser les menaces potentielles provoquées par ces maladies</li> </ul>	GdJ (MECSRT)	GdJ (MECSRT) : i) créer un système de recherche au Japon incluant les universités japonaises et les instituts de recherche ayant un potentiel élevé de recherche sur les infections émergentes et résurgentes, ii) mener des recherches en coopération avec les chercheurs dans certains centres de collaboration étrangers en Afrique, iii) renforcer le réseau entre les centres de recherche japonais et étrangers pour des recherches conjointes actives, iv) développer les ressources humaines par des recherches conjointes
<ul style="list-style-type: none"> <li>Envoyer des chercheurs japonais dans les universités et les instituts de recherche africains et promouvoir les recherches conjointes</li> </ul>	GdJ (MECSRT/MAE)/JICA/AST	GdJ (MECSRT/MAE)/JICA/AST : budget et JICA et AST
<ul style="list-style-type: none"> <li>Transférer les technologies et le savoir-faire en matière de production de médicaments antipaludéens peu onéreux dans un pays africain potentiel</li> </ul>	RTE	RTG : environ 85 000 dollars pour l'année 2009 RTG : environ 16 000 dollars pour l'année 2009
<ul style="list-style-type: none"> <li>Soutenir le système de santé publique et les équipes médicales</li> </ul>		
<ul style="list-style-type: none"> <li>Soutenir l'offre privée de soins de santé</li> </ul>	GBM	GBM : soutenir l'offre de soin de santé du secteur privé grâce aux initiatives CFI. La CFI vise un investissement de 1 milliard de dollars et de fonds pour l'assistance technique (AT) sur les cinq prochaines années, 40 % pour la CFI, le reste provenant d'autres partenaires, dont des banques locales en Afrique, des institutions financières de développement (IFD), des fondations et du secteur privé

### Consolidation de la paix et bonne gouvernance

<i>Mesures proposées par le Japon et ses partenaires</i>	<i>Partenaires</i>	<i>Ressources potentielles, contributions possibles</i>
<ul style="list-style-type: none"> <li>Fournir un soutien pour répondre aux crises humanitaires et consolider la paix</li> </ul>	GdJ/différentes organisations internationales et l'ONU/GBM	GdJ : continuer à dûment assister les pays africains [763,4 millions de dollars (années fiscales 2003-2007)] en répondant aux crises humanitaires et en consolidant la paix VNU : déploiement des volontaires VNU et soutien VNU aux capacités nationales de gestion des crises et de consolidation de la paix (VNU : 3,2 millions de dollars) GBM : augmenter l'assistance lors de la transition guerre-paix et de la reprise et reconstruction après les conflits, y compris le soutien à la démobilisation et à la réintégration, la restauration des infrastructures, des installations de santé et

<i>Mesures proposées par le Japon et ses partenaires</i>	<i>Partenaires</i>	<i>Ressources potentielles, contributions possibles</i>
		d'éducation, et l'assistance aux petites entreprises et à l'agriculture pour promouvoir la croissance économique
• Soutenir l'Institution africaine pour la paix	CE	CE : fournir 600 millions d'euros dans le dixième FED pour l'Institution africaine pour la paix dans les cinq prochaines années
• Soutenir les centres PKO en Afrique	GdJ	GdJ : a fourni 15,5 millions de dollars à cinq centres PKO en Afrique dans le cadre de son programme de soutien au maintien de la paix (projets actuellement en cours d'exécution) et aidera au partage des expériences entre l'Asie et l'Afrique  GdJ : a fourni 1,5 million de dollars pour augmenter les capacités des organisations non gouvernementales engagées dans la consolidation de la paix (projet en cours)
<b>Bonne gouvernance</b>		
• Renforcer la gouvernance économique et des entreprises des pays africains par l'Initiative NEPAD-OCDE pour l'investissement en Afrique	GdJ/NEPAD-OCDE	GdJ : considérer la fourniture d'un support à l'Initiative NEPAD-OCDE pour l'investissement en Afrique [Le GdJ a fourni 600 000 euros à l'Initiative NEPAD-OCDE pour l'investissement en Afrique en 2005-2007.]
• Soutenir la mise en œuvre du Programme d'action du rapport de revue par pays du MAEP	GdJ/PNUD	GdJ : lancer un projet initial pour soutenir l'exécution du Programme d'action du rapport d'examen par les pairs, par le Fonds de partenariat du PNUD
• Soutenir la tranche Motivation bonne gouvernance du dixième FED	CE	CE : 2,7 milliards d'euros du dixième FED pour les États ACP durant les cinq prochaines années

## S'attaquer aux questions de l'environnement et des changements climatiques

<i>Mesures proposées par le Japon et ses partenaires</i>	<i>Partenaires</i>	<i>Ressources potentielles, contributions possibles</i>
<b>1. Réduction</b>		
• Soutenir la participation active des pays africains au processus UNFCC afin de formuler un cadre post-2012 efficace, dans lequel les principaux pays émetteurs prennent des actions et travaillent de concert, sur la base du Plan d'action de Bali	GdJ/UE	GdJ : soutien par le Partenariat « Cool Earth » <sup>d</sup> UE : «Alliance mondiale sur les changements climatiques » <sup>e</sup>
• Soutenir le développement et l'utilisation des énergies propres, dont l'énergie solaire, par une stratégie sectorielle, la formulation d'une politique et des investissements dans les énergies renouvelables	GdJ (MAE)/GBM	GdJ : soutien par le Partenariat « Cool Earth » <sup>d</sup> GBM : cofinancer les projets d'hydroélectricité régionale CFI : investir de 4-5 millions de dollars dans les énergies propres au sein d'un programme Afrique d'éclairage hors réseau et joindre des établissements pour des investissements sur l'énergie durable avec jusqu'à 100 millions de dollars sur le propre compte de la CFI

<i>Mesures proposées par le Japon et ses partenaires</i>	<i>Partenaires</i>	<i>Ressources potentielles, contributions possibles</i>
<ul style="list-style-type: none"> <li>Soutenir les investissements dans la gestion durable des terres et des forêts, identification des réductions des émissions et opportunités de financement des fonds carbone par le REDD (Réduction des émissions résultant du déboisement et de la dégradation des forêts dans les pays en développement)</li> </ul>	GdJ/GBM	<p>GdJ : soutien par le Partenariat « Cool Earth »<sup>d</sup></p> <p>BM : accès à l'aide à la Facilité Partenariat carbone forêts et au Fonds d'investissement pour le climat</p>
<ul style="list-style-type: none"> <li>Soutenir le développement et l'accès à des informations de base sur les ressources forestières pour encourager la gestion durable des forêts</li> </ul>	GdJ (MECSRT)	GdJ (MECSRT) : fournir les données ALOS (Satellite d'observation terrestre avancé)/PALSAR sur l'Afrique pouvant être utilisées pour la gestion des forêts
<ul style="list-style-type: none"> <li>Conserver et réhabiliter les forêts entourant les camps de réfugiés souffrant de déforestation</li> </ul>	GdJ (MAFP)	GdJ (MAFP) : i) formuler un manuel technique pour la conservation et la réhabilitation des forêts pour trois pays africains (pour l'année fiscale 2008), ii) projet de durée (2006-2010)
<ul style="list-style-type: none"> <li>Soutenir la mise en œuvre de projets pour promouvoir la gestion durable des forêts en Afrique</li> </ul>	GdJ (MAE)/OIBT	GdJ (MAE) : fournir une assistance financière pour la mise en œuvre des projets OIBT dans le domaine de la gestion durable des forêts en Afrique
<ul style="list-style-type: none"> <li>Soutenir la fourniture d'énergies abordables et propres pour l'éclairage des établissements humains africains</li> </ul>	ONU-HABITAT	ONU-HABITAT : soutenir le projet par le Fonds d'affectation spécial eau et hygiène ONU-HABITAT (1 million de dollars)
<ul style="list-style-type: none"> <li>Soutenir la production de biocombustibles compatibles avec la sécurité alimentaire</li> </ul>	GdJ (MAFP)	GdJ (MAFP) : examiner les possibilités de production de biocombustibles compatibles avec la sécurité alimentaire en Afrique (6 millions de yen pour l'année fiscale 2008)
<b>2. Adaptation</b>		
<ul style="list-style-type: none"> <li>Soutenir la prévention des désastres et la gestion des capacités (en particulier les sécheresses et les inondations dans les pays les plus vulnérables)</li> </ul>	GdJ/GBM	<p>GdJ : soutien par le Partenariat « Cool Earth »<sup>d</sup></p> <p>GBM : effectuer des évaluations sur les besoins des pays, fournir un financement estimé à 75 millions de dollars pour les activités dans les pays africains dans le cadre des initiatives de l'Institution mondiale pour la réduction des désastres et le rétablissement et l'adaptation aux changements climatiques sur les terres arides, l'année prochaine. La CFI entreprendra des études pilotes sur l'adaptation pour des investissements potentiels</p>
<ul style="list-style-type: none"> <li>Soutenir la formulation de plans de gestion des ressources en eau, y compris i) principales évaluations hydrologiques, ii) gestion des risques d'inondation, et iii) technologies de gestion des eaux appropriées initialement en particulier pour les pays en danger</li> </ul>	GBM	GBM : 306 millions de dollars pour la gestion des risques d'inondation et les préparatifs pour l'année fiscale 2008
<ul style="list-style-type: none"> <li>Soutenir les efforts des pays africains à s'attaquer et s'adapter aux changements climatiques aux niveaux national, subnational et des communautés, dans le cadre du Partenariat conjoint Japon-PNUD pour la lutte contre les changements climatiques en Afrique</li> </ul>	GdJ (MAE)/PNUD/GEF	<p>GdJ (MAE) : fournir des fonds à hauteur de 92,1 millions de dollars en tant que partie intégrante du Partenariat « Cool Earth » du Japon</p> <p>PNUD/GEF: fournir des fonds de 31 millions de dollars</p> <p>PNUD : exécution du programme</p>

<i>Mesures proposées par le Japon et ses partenaires</i>	<i>Partenaires</i>	<i>Ressources potentielles, contributions possibles</i>
<ul style="list-style-type: none"> <li>Soutenir une initiative pour aider les établissements humains africains à combattre les effets des changements climatiques</li> </ul>	ONU-HABITAT	ONU-HABITAT : soutenir l'initiative (3 millions de dollars)
<b>3. Eau et hygiène</b>		
	GdJ (MAE)/JICA/ GBM	GdJ (MAE)/JICA : dons et assistance technique de 30 milliards de yen pour l'eau et l'hygiène <sup>a</sup>  GBM : cibler la fourniture de l'eau à 2,5 millions de personnes par an grâce à 50 000 connexions et 4 500 points d'eau communautaires; s'assurer que 75 % des installations urbaines pour l'eau couvrent leurs coûts de fonctionnement et de maintenance et que 85 % des points d'eau communautaires sont opérationnels dans 14 pays africains avec des projets autonomes GBM sur l'eau. Financement estimé à la hausse et alloué au fonctionnement autonome de la distribution de l'eau et des installations sanitaires (WSS) de 878 millions en IDA14 et 1,2 milliard en IDA15
<ul style="list-style-type: none"> <li>Promouvoir le développement des installations d'approvisionnement en eau et d'hygiène (puits, dont ceux avec panneaux solaires, et toilettes)</li> </ul>	GdJ (MAE)/JICA	GdJ (MAE)/JICA : fournir l'eau potable saine à 6,5 millions de personnes
<ul style="list-style-type: none"> <li>Renforcement des capacités sur la gestion des ressources d'eau</li> </ul>	GdJ (MAE)/JICA	GdJ (MAE)/JICA : renforcement des capacités à 5 000 gérants/usagers d'eau
<ul style="list-style-type: none"> <li>Soutenir la fourniture durable d'eau et de services d'hygiène aux populations pauvres</li> </ul>	ONU-HABITAT	ONU-HABITAT : soutenir le projet par le Fonds d'affectation spéciale Eau ONU-HABITAT (19 millions de dollars)
<b>4. Éducation pour un développement durable (EDD)</b>		
<ul style="list-style-type: none"> <li>Promouvoir l'EDD par son intégration dans les mesures et les pratiques</li> </ul>	GdJ (MAE/MECSRT)/ UNESCO/VNU	GdJ : organiser un forum international sur le dialogue EDD à Tokyo en 2008  GdJ (MECSRT) : soutenir le Programme de l'UNESCO pour la formation d'enseignants sur l'EDD en Afrique subsaharienne par le Fonds en fiducie du Japon destiné à l'Éducation pour un développement durable  GdJ (MECSRT) : mettre en place un enseignement sur l'environnement destiné aux enseignants de l'Afrique par l'UNU (30 millions de yen)  GdJ (ME) : soutenir les activités environnementales de préservation des racines des herbes dans les pays en développement, y compris l'Afrique, par le Fonds japonais pour l'environnement mondial (12 millions de yen au minimum pour l'Afrique)

## Élargir le partenariat

<i>Mesures proposées par le Japon et ses partenaires</i>	<i>Partenaires</i>	<i>Ressources potentielles à engager</i>
<ul style="list-style-type: none"> <li>Promouvoir la coopération Asie-Afrique ainsi que la coopération triangulaire Japon-Afrique-Afrique</li> </ul>	GdJ (MAE)/JICA/ PNUD/GBM/VNU	<p>GdJ (MAE)/JICA : organiser des séminaires au Japon ou dans des pays tiers et aider les pays d'Asie à envoyer des experts en Afrique dans le budget GdJ/JICA</p> <p>GdJ/VNU : envoyer des volontaires de l'Asie en Afrique (2006-2008 : 1 650 000 dollars)</p> <p>GdJ/PNUD/GBM : organiser le cinquième Forum commercial Afrique-Asie (AABF V) facilité par la composante de renforcement des PME africaines et du secteur bancaire, dans les premiers mois de 2009</p> <p>GBM : faciliter la coopération Sud-Sud et promouvoir le partage de connaissances entre les pays africains et les partenaires émergents en Asie et rechercher des cofinancements depuis les partenaires d'Asie pour les projets hautement prioritaires dans les pays africains</p>
<ul style="list-style-type: none"> <li>Former des professionnels déterminants de la productivité en Afrique pour l'élargissement du mouvement de la productivité et créer des mécanismes pour les organisations nationales de productivité parmi les membres de l'APO pour initier activement une aide au mouvement de productivité en Afrique</li> </ul>	APO	<p>APO : transférer l'expertise (ressources humaines et matériels de formation) de la région Asie-Pacifique vers le mouvement de productivité en Afrique.</p> <p>Organiser des programmes de formation pour créer un pool de professionnels de la productivité et organiser des programmes sur mesure pour le développement des organisations nationales de productivité en Afrique, y compris les missions d'étude vers les membres de l'APO et l'envoi d'experts de la productivité en Afrique</p>
<ul style="list-style-type: none"> <li>Élargir le Programme de cocréation des connaissances Asie-Afrique (AAKCP)</li> </ul>	JICA	JICA : promouvoir l'AAKCP dans 12 pays pour améliorer la gestion
<ul style="list-style-type: none"> <li>Promouvoir le transfert efficace de techniques et le renforcement des capacités par la coopération Sud-Sud</li> </ul>	GdJ (MAFP)	GdJ (MAFP) : i) fournir le budget au fonds fiduciaire de la FAO des années fiscales 2006 à 2011, ii) organiser les stages et séminaires pour l'accès au marché, l'irrigation à petite échelle, la culture du riz et la pêche (101 millions de yen en 2008)
<ul style="list-style-type: none"> <li>Promouvoir le partage des connaissances et les activités de recherche conjointes par l'établissement et l'utilisation du réseau des universités et des instituts de recherche dans et entre l'Asie et l'Afrique dans le domaine des énergies renouvelables, de la sécurité alimentaire, de l'égalité des sexes en sciences et technologie, etc.</li> </ul>	GdJ (MAE)/PNUD/ UNESCO	GdJ (MAE)/PNUD/UNESCO : organiser une étude d'évaluation des besoins du Réseau des universités Asie-Afrique (AADUN). Sur la base de cette étude, faciliter le lancement d'activités concrètes de recherche conjointes dans une coopération possible avec d'autres réseaux existant dans différents domaines comme les énergies renouvelables, la santé, les genres en sciences et technologie, en collaboration avec le Schéma de jumelage et de mise en réseau des universités (UNITWIN) et les présidents de l'UNESCO
<ul style="list-style-type: none"> <li>Continuer à envisager les projets conjoints entre le Japon, le Viet Nam et un pays d'Afrique dans le cadre d'une coopération triangulaire basée sur le Partenariat stratégique entre le Japon et le Viet Nam</li> </ul>	GdJ (MAE)/GdV/JICA	<p>GdJ (MAE)/JICA : à partir du budget JICA</p> <p>GdV : i) envoyer des experts dans le domaine agricole, ii) étendre les modèles à d'autres pays africains</p>

<sup>a</sup> Les chiffres ci-dessus n'incluent pas l'aide hors projet, l'aide alimentaire, l'aide d'urgence et les aides dans des domaines spécifiques comme l'aide pour les pêches, etc.

(suite des notes pages suivante)

*(suite des notes de la page précédente)*

<sup>b</sup> Jusqu'à 4 milliards de dollars (420 milliards de yen) devant être fournis par le GdJ pour le développement de l'Afrique, avec concentration particulière sur le développement des infrastructures et de l'agriculture.

<sup>c</sup> CE : les allocations du Fonds mondial ne sont pas assignées par région ou par maladie, mais basées sur les demandes du pays – en chiffres ronds, cinq pays africains ont reçu 55 % des dons, et 58 % ont été attribués au VIH/sida. En outre, le SIDA est considéré comme priorité transsectorielle dans la coopération de la CE pour le développement, et reprise dans tous les secteurs, notamment la santé, l'éducation, les transports, etc.

<sup>d</sup> Le Partenariat « Cool Earth » se compose d'un total de 10 milliards de dollars des États-Unis qui seront distribués mondialement durant cinq ans à partir de 2008.

<sup>e</sup> « L'Alliance mondiale sur les changements climatiques » est un document de politique détaillée avec un certain financement d'environ 50 millions d'euros pour un nombre de pays pilotes sélectionnés, commençant en 2008.

### *Notes*

1. Les projets seront concrètement sélectionnés lors des entretiens entre le Japon, ses partenaires du développement et les pays africains.
2. BMD : les projets BMD devront être décidés.
3. Dollars = dollars des États-Unis.

## **Abréviations**

ADEA : Association pour le développement de l'éducation en Afrique  
AGRA : Alliance pour une révolution verte en Afrique  
AOTS : Association pour les bourses scolaires techniques à l'étranger  
APO : Asian Productivity Organization  
AST : Agence des sciences et de la technologie  
APRM : Mécanisme d'évaluation des gouvernements africains  
BMD : Banques multidéveloppement  
BAD : Banque africaine de développement  
CE : Commission européenne  
CCNUCC : Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (UNFCCC)  
CNUCED : Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement  
CFI : Coopération financière internationale  
CPM : Cabinet du Premier Ministre  
DFID : Département du Royaume-Uni pour le développement international  
FAO : Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture  
FED : Fonds européen de développement  
FEM : Fonds pour l'environnement mondial  
GBM : Groupe Banque mondiale  
GdJ : Gouvernement du Japon  
GdGB : Gouvernement du Royaume-Uni  
GdV : Gouvernement du Viet Nam  
IWMI : Institut international de gestion de l'eau (IIGE)  
INSTRAW : Institut international de formation et de recherche pour la promotion de la femme  
JBIC : Banque japonaise de coopération internationale  
JETRO : Organisation japonaise du commerce extérieur  
JICA : Agence japonaise de coopération internationale  
JIRCAS : Centre japonais de recherche internationale pour les sciences  
JME : Japan Medical Association  
JOCMEC : Corporation nationale du Japon pour le pétrole, le gaz et les métaux  
JSDF : Fonds japonais de développement social  
MAE : Ministère des affaires étrangères

MAEP : Mécanisme africain d'évaluation par les pairs  
MAFP : Ministère de l'agriculture, des forêts et des pêches  
MDB : Banques de développement multilatéral  
ME : Ministère de l'environnement  
MF : Ministère des finances  
MECI : Ministère de l'économie, du commerce et de l'industrie  
MECSRT : Ministère de l'éducation, de la culture, des sports, de la recherche et de la technologie  
MSEPS : Ministère de la santé, de l'emploi et de la protection sociale  
MTITT : Ministère du territoire, des infrastructures, des transports et du tourisme  
NEPAD-OCDE : Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique  
NEXI : Agence japonaise d'assurance-crédit export  
OIBT : Organisation internationale des bois tropicaux  
OMPI : Organisation mondiale de la propriété intellectuelle  
OMD : Organisation mondiale de la douane  
ONU-HABITAT : Centre des Nations Unies pour les établissements humains  
PAM : Programme alimentaire mondial (WFP)  
RTE : ambassade du Royaume de Thaïlande  
RTG : Gouvernement du Royaume de Thaïlande  
TICA : Agence thaïlandaise de développement international  
UE : Union européenne  
UNICEF : Fonds des Nations Unies pour l'enfance  
UNESCO-IIEP : UNESCO-Institut international pour le planning d'éducation  
UNCTAD : Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED)  
PNUD : Programme des Nations Unies pour le développement  
UNAIDS : Programme conjoint des Nations Unies sur le VIH/sida  
UNFCCC : Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques  
VNU : Programme des Volontaires des Nations Unies

## Mécanisme du suivi de la TICAD

Le 30 mai 2008

### 1. Introduction

- À l'occasion de la TICAD III, plusieurs chefs d'État africains ont fait remarquer que 10 années s'étaient d'ores et déjà écoulées depuis la TICAD et qu'il serait nécessaire d'institutionnaliser davantage ce processus par le biais d'un mécanisme concret de surveillance. Des attentes élevées pour les activités de suivi du processus de la TICAD ont été en outre formulées.
- Dans son discours d'ouverture de la TICAD III, M. Koizumi, alors Premier Ministre, a déclaré que : « Le Japon agirait pour institutionnaliser des systèmes de suivi de la TICAD ». Par la suite, le Gouvernement japonais a organisé chaque année des conférences ministérielles basées sur des thèmes spécifiques variés, dans une perspective de suivi des discussions menées lors de la TICAD III.
- D'autre part, les documents et les contributions qui ont été annoncés durant le processus de la TICAD englobent de très nombreux domaines et engagent un grand nombre de parties prenantes et des actions attentives de suivi sont nécessaires afin de pouvoir observer l'impact apporté par le processus.

### 2. Signification de l'établissement d'un mécanisme du suivi

- Contribuer à la stabilité de la mise en œuvre des initiatives concernées.
- Pouvoir s'entretenir ouvertement non seulement avec les États africains mais également avec les pays et les organisations concernés sur les concepts et les façons de penser promus par le processus de la TICAD et leurs résultats concrets.
- Améliorer la transparence et les responsabilités des activités de la TICAD.

### 3. Modalités

Sur la base de ce qui précède, le Mécanisme du suivi de la TICAD sera établi selon la structure à trois niveaux présentée ci-après (se reporter au scénario modèle ci-joint).

#### *Composition organisationnelle*

#### *i) Premier niveau : secrétariat*

[Acteur]

- Secrétariat interne du MAE (au sein du Bureau du Moyen-Orient et d'Afrique).

[Objectifs/grandes lignes]

- Procéder au regroupement et à l'analyse des informations et mener des activités de relations publiques en relation avec le niveau de réalisation actuel des engagements et des annonces effectués lors de la TICAD.

## [Actions]

- Transmission des informations par les sites Web (liens effectifs avec les sites du PNUD)
- Établir un service de conseils sur la TICAD, par lequel il est possible d'établir des échanges avec la société civile.
- Utilisation du secrétariat par les ADC.

ii) *Deuxième niveau : Comité conjoint de surveillance du processus de la TICAD (tenu en principe au Japon)*

## [Acteurs]

- États africains (membres du Comité de la TICAD des ADC), Gouvernement japonais et agences gouvernementales concernées, coorganisateur de la TICAD, Commission de l'UA (y compris le Secrétariat du NEPAD), pays donateurs, organisations internationales (ambassades et bureaux de liaison au Japon)

## [Objectifs/grandes lignes]

- Élaborer un rapport d'avancement annuel (ne pas réviser et ne pas évaluer non plus, ceci sera effectué dans les réunions du suivi de la TICAD)

## [Actions]

- Organiser des réunions du Comité conjoint de surveillance une fois par an selon la règle

iii) *Troisième niveau : réunions ministérielles*

## [Acteurs]

- Les participants à la TICAD, y compris le Gouvernement japonais (et les agences gouvernementales concernées, si nécessaire), les coorganisateur de la TICAD, les États africains, la Commission de l'UA (y compris le Secrétariat du NEPAD), les communautés économiques régionales (CER), les pays donateurs, les organisations internationales, etc.

## [Objectifs/signification]

- Saisir l'occasion des réunions ministérielles sur des thèmes spécifiques pour revoir et évaluer les activités en cours de la TICAD par rapport au rapport d'avancement annuel, donner des instructions pour en accélérer la mise en œuvre, si nécessaire, au niveau ministériel (ou au niveau officiel élevé).

## [Fréquence]

- Tenir une réunion du suivi de la TICAD une fois par an selon la règle.